

Appel au calme du président Chavez, de retour au pouvoir
Page A 5



Tiger Woods remporte son troisième Tournoi des maîtres
Page B 5

LE DEVOIR

Après trois semaines de lock-out

La pression s'accroît sur la direction de Radio-Canada

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Plus de trois semaines après le lock-out à Radio-Canada, le public s'impatiente et le conflit suscite de plus en plus de réactions. Des députés libéraux fédéraux ont ainsi rencontré la direction de la SRC jeudi dernier pour demander des comptes et ils envisageraient maintenant de prendre position contre la direction de la SRC.

Par ailleurs, le Syndicat national des journalistes français a accusé samedi la direction de Radio-Canada de «pirater des sujets et des journaux entiers de France 2, France 3, Euronews et Radio France» pour alimenter ses journaux télévisés actuellement privés des journalistes du Québec et de Moncton.

Pour sa part, la Fédération internationale des journalistes a condamné cette fin de semaine le lock-out décrété par la SRC alors qu'au Québec la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) exprimait ses craintes de voir l'existence même du service public remise en question.

Même le club de hockey Canadien est inquiet, alors que débute cette semaine des séries éliminatoires avec le Canadien pour la première fois depuis quatre ans.

Sur le plan politique, le député fédéral libéral de Compton-Stanstead David Price a révélé à des journalistes de l'Estrie qu'il avait participé jeudi à une rencontre entre la députation québécoise et la direction de Radio-Canada (les représentants de la SRC ne sont pas nommés). Cette initiative des députés n'aurait pas été appréciée par la direction de la SRC et le député explique que, si rien ne se produit dans les

VOIR PAGE A 8: SRC

Lire aussi:

■ La chronique de Paul Cauchon en page B 7: Auditeurs orphelins, téléspectateurs en déroute

Exposition hongroise au Musée des beaux-arts de Montréal

Québec rend insaisissables des tableaux de maîtres italiens

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Québec a adopté un décret rendant insaisissables les tableaux de maîtres italiens provenant de Hongrie qui seront exposés au Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) à compter de la fin du mois.

La procédure permet de protéger le Szépművészeti Museum (le Musée des beaux-arts) de Budapest contre d'éventuelles demandes de saisie de certaines œuvres par leurs anciens propriétaires.

Les 43 chefs-d'œuvre de la collection européenne sont arrivés à Montréal jeudi dernier. Le décret les protège jusqu'à leur départ, en août, après l'exposition intitulée *Grands maîtres italiens de Raphaël à Tiepolo*. La liste des œuvres touchées par la procédure a été publiée la semaine dernière dans la *Gazette officielle*. Les écoles les plus importantes de l'art italien du XV^e au XVIII^e siècle sont représentées dans cette sélection.

L'immunité légale est de plus en plus réclamée par les institutions préteuses dans le monde entier pour prévenir les demandes de restitution. Les cas les plus célèbres concernent les innombrables œuvres d'art extorquées en Europe pendant la période nazie.

«L'adoption d'un décret est rare, mais n'est pas exceptionnelle», explique Claude Poitvin, porte-parole du ministère de la Justice.

VOIR PAGE A 8: TABLEAUX

INDEX

Actualités	A 2	Monde	A 5
Actualités	A 4	Idées	A 7
Avis publics	B 4	Mots croisés	A 4
Convergence	B 7	Météo	B 5
Culture	B 8	Religions	B 6
Économie	B 1	Sports	B 5
Éditorial	A 6	Télévision	B 8
Fonds	B 2		

Israël propose une conférence sous l'égide des États-Unis

Powell rencontre Arafat et Sharon, mais peine à arracher une trêve

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE



Le président palestinien Yasser Arafat et le secrétaire d'État américain Colin Powell ont finalement eu un entretien, hier, à Ramallah. M. Powell a jugé cette rencontre «utile et constructive».

Jérusalem — Le secrétaire d'État américain Colin Powell a successivement rencontré hier Yasser Arafat et Ariel Sharon sans réussir à arracher un cessez-le-feu, mais s'est vu proposer une conférence sur le Proche-Orient par le chef du gouvernement israélien.

M. Sharon, qui s'est entretenu pour la deuxième fois en trois jours avec M. Powell à Tel-Aviv, lui a répété que les troupes israéliennes ne se retireraient de la Cisjordanie que «quand elles auraient achevé leur opération et n'a pas fourni de calendrier», a déclaré un responsable israélien.

Il a également répété, selon ce responsable, ses griefs contre le président palestinien Yasser Arafat, affirmant qu'«il devait agir contre le terrorisme et qu'il disposait toujours de milliers de gens» pour le faire.

Le premier ministre israélien a indiqué de son côté avoir proposé à M. Powell la tenue d'une conférence destinée à régler le conflit du Proche-Orient.

Il s'agirait d'«une conférence régionale à laquelle participeraient un certain nombre de pays, dont la liste n'est pas close, sous l'égide des États-Unis», a-t-il dit, sans mentionner l'Europe, ni M. Arafat qu'il refuse de considérer comme un partenaire crédible.

Le porte-parole de M. Sharon, Raanan Gissin, a plutôt parlé de «conférence internationale», ajoutant qu'elle devait se tenir «sous l'égide des États-Unis dans un lieu neutre et réunir notamment les représentants d'Israël, des Palestiniens, d'Égypte, de Jordanie, du Maroc, d'Arabie saoudite et d'États du Golfe».

Selon lui, «le plan saoudien de paix pourrait être examiné et Israël ferait ainsi connaître sa position directement et sans conditions préalables».

VOIR PAGE A 8: CONFÉRENCE

Lire aussi:

- Guerre psychologique à Bethléem, page A 5
- L'éditorial de Serge Truffaut en page A 6: Brutal et buté
- La chronique de Jean-Claude Leclerc en page B 6: L'enjeu moral d'une crise

L'ENTREVUE

Le philosophe de l'interculture

Fernand Ouellet, un humaniste et un homme de terrain qui veut vivre ce qu'il enseigne

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

Fernand Ouellet est le monsieur Jourdain de l'interculturel: il en faisait sans le savoir avant même que le mot n'existe et surtout avant tout le monde.

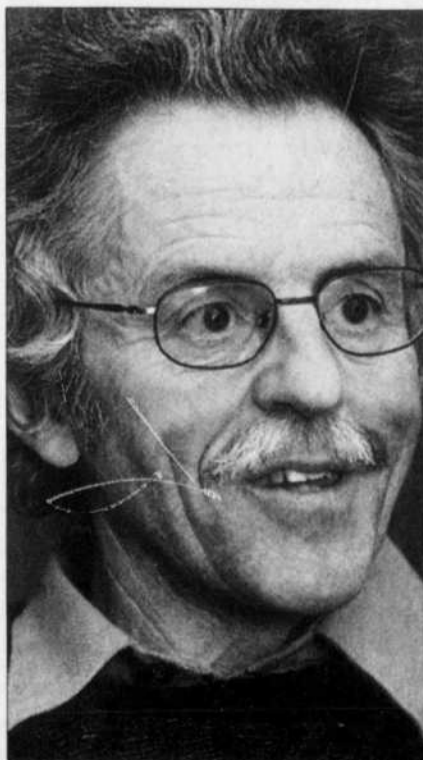
Il y a maintenant plus de 30 ans qu'il est entré à la faculté de théologie de l'Université de Sherbrooke pour enseigner une chose alors toute nouvelle et un peu bizarre: les sciences humaines des religions. Bizarre pour les autres, mais pas pour lui qui, dans le grand brassage d'idées des années 60 et l'éclatement de l'enveloppe catholique du Québec, avait forte envie de «me comprendre moi-même en tant qu'animal religieux».

Une envie qui exigeait du champ, de l'horizon, de la comparaison. Et qui le mènera à l'université McGill pour y faire un doctorat en philosophie des religions puisque, dans les universités francophones, le religieux était alors cantonné à la théologie, et la théologie au catholicisme.

Diplôme en poche, il est embauché à Sherbrooke où le doyen de théologie de l'époque avait mis sur pied, quelque temps plus tôt, une audacieuse maîtrise destinée «à stimuler le discours théologique en le soumettant à la critique des sciences humaines et sociales». Nous sommes en 1970: toutes les expériences sont permises.

Et justement, Fernand Ouellet, soucieux d'arrimer le nouveau programme à un débouché concret, repère vite un programme expérimental élaboré par quelques professeurs du secondaire. Ceux-ci ont décidé d'enseigner les grandes traditions religieuses dans une perspective sociologique et historique.

Le geste témoigne d'un certain culot dans un système scolaire où l'enseignement religieux catholique était obligatoire pour tous. Et correspond tout à fait aux objectifs du jeune Ouellet. Il entend donc d'aider ces professeurs à se



Fernand Ouellet

former et à se perfectionner sur la base de postulats non pas théologiques, mais bel et bien éducatifs.

Quand le cours tombera pour de bon, éliminé par le Comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation qui ne le prisait guère, Fernand Ouellet décidera de rester arrimé au monde de l'éducation. Il passe ainsi à ce qu'on nommera peu à peu l'interculturel, et qui débouche aujourd'hui sur de grandes réflexions sur la citoyenneté québécoise.

VOIR PAGE A 8: OUELLET

Le G 8 et l'environnement

Le Canada essuie une rebuffade à Banff

La rencontre des ministres de l'Environnement du G 8, à Banff, s'est soldée par une cinglante rebuffade pour le pays hôte. Sous l'égide de la puissante délégation allemande, les pays du G 8 ont décrié le projet du Canada, qui suggère d'octroyer des crédits d'énergie propre conformément au Protocole de Kyoto. Le Canada aurait moins de gaz à effets de serre à éliminer si une telle mesure était adoptée puisqu'il pourrait faire valoir que ses exportations de gaz et d'électricité vers les États-Unis contribuent à la sauvegarde de l'environnement. Ottawa n'a pas réfléchi aux conséquences de ce plan mal conçu, a fulminé l'Allemagne, appuyant à ce titre la position de l'Union européenne.

■ Nos informations en page A 3

BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE

Frère Marie-Victorin
Croquis laurentiens

www.livres-bq.com

Pour parcourir le Québec en compagnie de l'auteur de la célèbre Flore laurentienne.

256 pages • 10,95\$

En vente dans toutes les bonnes librairies

• LES ACTUALITÉS •

Médicaments

La part de marché du Canada décline

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — En dépit d'une forte tradition dans la recherche médicale, le Canada devient de plus en plus dépendant des fournisseurs étrangers de médicaments, disent les experts.

Le déficit canadien dans le commerce pharmaceutique est en rapide augmentation. Il a atteint 4,7 milliards en 2001, soit 2,5 fois plus qu'en 1997, a révélé un rapport publié hier dans un magazine spécialisé, *Biotechnology Focus*.

«Les compagnies de médicaments canadiennes ne prennent pas leur part dans le marché en croissance des médicaments», déplorent les deux auteurs du rap-

port, Bob Reichert et Melanie Windover. Si la tendance se maintient, les fabricants canadiens ne fourniront plus que 27 % des besoins intérieurs d'ici 2005, alors que cette part était de 58 % en 1996, indiquent-ils.

Ce glissement s'est produit même si les compagnies canadiennes investissent chaque année un milliard dans la recherche et le gouvernement fédéral environ 400 millions. Joel Lexchin, un expert en politique de la santé à l'Université de York, pense que les firmes canadiennes n'ont pas la taille et les capitaux des géants du secteur, comme Bayer ou Hoffman La Roche, pour commercialiser de nouveaux médicaments.

Les 7500 employés syndiqués de Bombardier déclenchent la grève

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Les trois usines de Bombardier à Mirabel, Dorval et Saint-Laurent sont paralysées depuis six heures ce matin par une grève générale illimitée déclenchée par les 7500 syndiqués de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (AIMTA-FTQ).

Les employés de Bombardier ont voté en faveur de la grève dans une proportion de 91 % samedi en assemblée générale. L'exécutif de l'AIMTA n'a reçu aucune nouvelle de l'employeur hier, ce qui a ouvert la voie au débrayage.

Le syndicat s'en remet à la

stratégie de la grève tout en nourrissant l'espoir de forcer une reprise du dialogue. «Nous, on est prêt à négocier pour en arriver à une entente, pour régler les points qui nous séparent et pour que le conflit dure le moins longtemps possible. On est conscient que ça fait mal à Bombardier et aux travailleurs, mais c'est inévitable», a dit hier Vincent Blais, coordonnateur du secteur de l'aérospatiale pour l'AIMTA.

Les syndiqués gagnent en moyenne 20,57 \$ de l'heure. Ils réclament une augmentation de 5 % par année pour les trois prochaines années. Bombardier offre plutôt des hausses de salaire annuelles de 3,5 % sur quatre ans. L'employeur propose également

un bonus de 1000 \$ par employé à la ratification de la convention collective; un cadeau que n'a jamais réclamé le syndicat. «Ce n'est pas souhaitable. C'est beaucoup plus avantageux pour les employés d'avoir l'argent en augmentations de salaire», a dit M. Blais.

Outre les salaires, le régime de retraite fait l'objet d'une sérieuse mésentente entre Bombardier et l'AIMTA. À l'heure actuelle, seuls les employés âgés d'au moins 55 ans, avec plus de 35 ans de service, ne sont pas pénalisés s'ils prennent leur retraite avant l'âge de 60 ans. Cela n'empêche pas les autres travailleurs de prendre une retraite prématurée, mais ils sont pénalisés. Bombardier impose dans le calcul des rentes an-

nuelles une pénalité de 5 %, renouvelable jusqu'à ce qu'ils atteignent 60 ans. La direction a proposé de réduire la pénalité à 3 %. Le syndicat réclame son abolition pure et simple pour les 58-59 ans.

C'est la première fois en 40 ans que Bombardier (anciennement Canadair) se retrouve en grève. Même si la FTQ s'attend à un long conflit, Vincent Blais demeure prudent. Les grévistes touchent un salaire hebdomadaire de 115 \$ à partir de la troisième semaine de grève, une diminution de salaire considérable. «L'objectif, et je suis convaincu que c'est le même pour tout le monde, c'est de s'asseoir le plus tôt possible [à la table de négociations] et de régler le conflit», a dit M. Blais.

EN BREF

Des employés de Quebecor manifestent

(PC) — Des centaines d'employés du Groupe Quebecor ont manifesté dans les rues de Montréal, hier. Différentes unités syndicales en ont profité pour dénoncer les compressions prévues par la direction dans leur champ d'activité. La manifestation intersyndicale regroupait les syndicats des employés de TVA, de Vidéotron et de Vidéotron-Telecom, affiliés au Syndicat canadien de la fonction publique. Dans le cas de Vidéotron, le syndicat prétend que la direction veut effectuer des compressions de 32 millions, alors que chez TVA, le syndicat affirme que des compressions de 10 millions sont prévues. Quant aux techniciens de Vidéotron-Telecom, ils ont rejeté, samedi, les offres patronales et accordé un mandat de grève à leur exécutif syndical.

Front commun contre la carte à puce

(PC) — De nombreux organismes ont uni leur voix, hier, pour dénoncer le projet d'implantation de la carte à puce dans le réseau de la santé. Des organismes communautaires, des syndicats et des médecins, notamment, affirment que la carte à puce n'est pas une priorité dans le réseau de la santé et que les sommes investies pour sa création devraient être consenties à l'amélioration des soins. Ce front commun demande au gouvernement Landry de faire marche arrière, soutenant que le projet actuel ne répond pas aux besoins de la population, tout en causant un sérieux problème de confidentialité. Les intervenants estiment que le public n'a jamais été véritablement consulté à ce sujet.

Équipe médicale québécoise à Ramallah

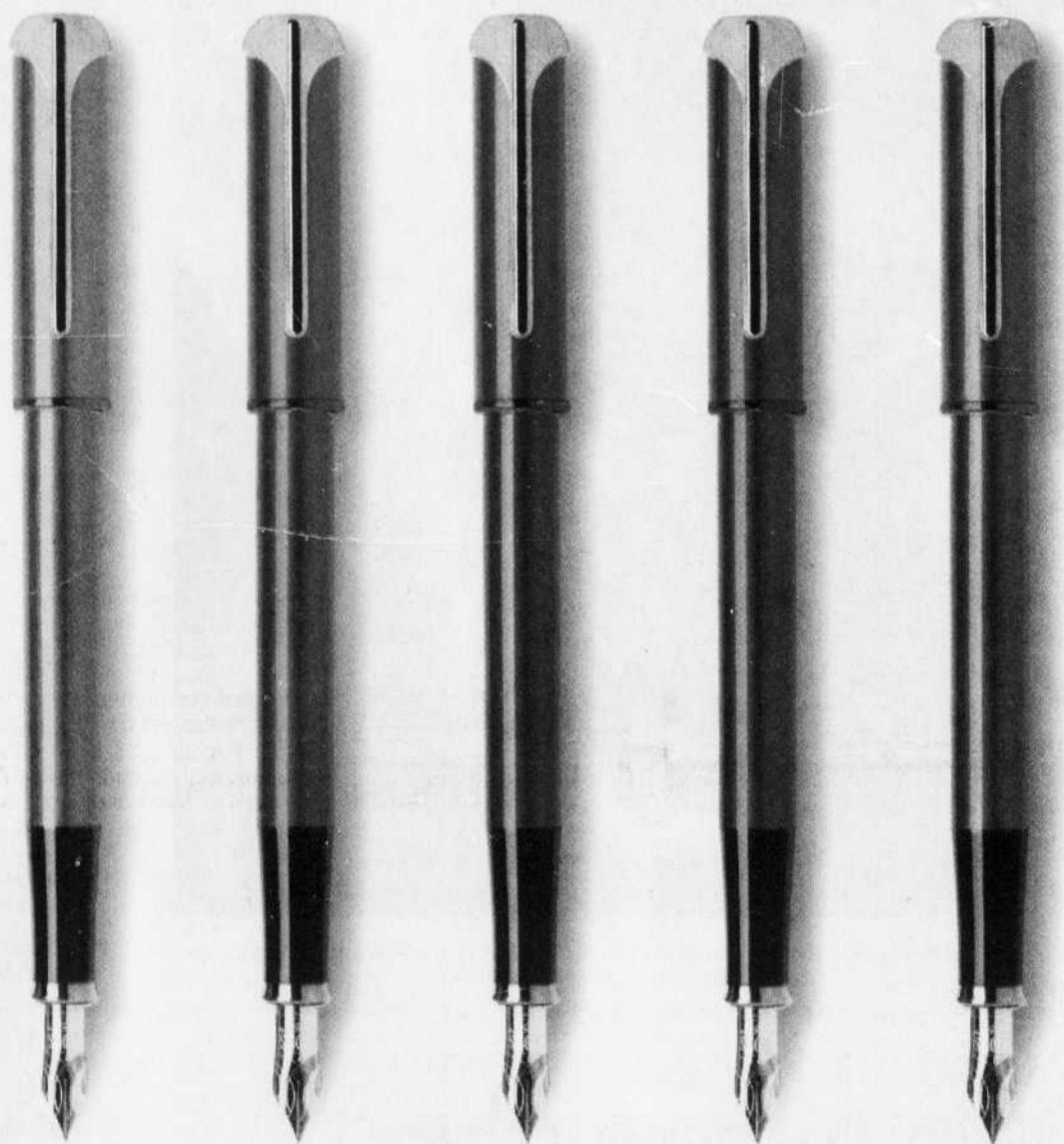
(PC) — Une petite équipe médicale québécoise quitte Montréal aujourd'hui afin de se rendre à Ramallah, en Cisjordanie. Deux médecins urgentologues et un infirmier sont dépêchés sur place afin de venir en aide aux populations civiles palestiniennes éprouvées par le conflit au Proche-Orient. Cette mission, d'une durée de trois semaines, est organisée par Aide médicale pour la Palestine et Médecins du Monde du Canada.

Le nouveau premier ministre ontarien est assermenté

(PC) — Le nouveau premier ministre ontarien, Ernie Eves, prête serment aujourd'hui, tout comme les membres de son conseil des ministres. La cérémonie sera présidée par le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, James Barteman.

Attention aux feux de forêt

(PC) — Les températures clémentes viennent à peine de débiter que, déjà, la Société de protection des forêts contre le feu tient sa Semaine de sensibilisation. Selon la SOPFEU, le printemps est particulièrement propice aux incendies de forêt, souvent en raison de feux de broussailles allumés volontairement et laissés sans surveillance. En moyenne, la SOPFEU doit combattre 820 incendies de forêt annuellement dont 70 % sont imputables aux activités humaines. L'an dernier, 970 incendies de forêt ont été répertoriés.



Peu importe la couleur, nous avons refusé de signer.

Le 17 avril 1982, Ottawa et neuf provinces ont changé la constitution du Canada sans notre accord.

Toutes couleurs politiques confondues, nous avons refusé ce coup de force qui affaiblit les pouvoirs et les droits du seul Parlement de langue française des Amériques.

Vingt ans et sept premiers ministres plus tard, le Québec maintient sa décision.

René Lévesque
Pierre-Marc Johnson
Robert Bourassa
Daniel Johnson
Jacques Parizeau
Lucien Bouchard
Bernard Landry

Québec

LE DEVOIR

ACTUALITÉS



Chantal Hébert

Un coup de cuillère à pot?

Une clause de la société distincte. Depuis 20 ans que la Constitution canadienne a été rapatriée, aucune tentative d'amendement n'a suscité autant de controverse que le projet avorté d'enchâsser le caractère distinct du Québec.

Les Accords du lac Meech ne se résumaient pas à cette seule et unique clause, mais aucune autre de leurs dispositions n'a vraiment survécu dans la mémoire populaire.

Comment oublier un projet qui a fait sortir Pierre Trudeau de sa retraite pour le combattre, raccourci la vie politique de ses principaux partisans canadiens, à commencer par le premier ministre de l'Ontario David Peterson, et dont l'échec a anéanti les coalitions qui faisaient le succès électoral de Brian Mulroney et Robert Bourassa?

Sans Meech, l'Action démocratique n'existerait pas; l'Alliance canadienne, dont le parent réformiste a été conçu dans la tourmente constitutionnelle de l'époque, non plus. Le Bloc québécois n'aurait pas vu le jour. Il n'y aurait sans doute pas eu de référendum sur la souveraineté en 1995 et certainement pas de vote aussi serré sur l'avenir politique du Québec.

Un peu plus de dix ans plus tard, on ne peut pas dire que les mentalités aient beaucoup évolué. La reconnaissance du caractère distinct du Québec ne fera jamais l'unanimité au Canada.

La pratique constitutionnelle par contre a fait du chemin. De telle sorte que si l'aventure de l'enchâssement de la société distincte était à refaire, il pourrait suffire de l'équivalent constitutionnel d'un coup de cuillère à pot Ottawa-Québec pour y arriver.

Ce n'est pas moi qui le dit, mais plutôt le juriste José Woehrling dans le cadre de la mise à jour des questions afférentes aux aspects juridiques de la redéfinition du statut constitutionnel et politique du Québec qu'il a rédigée à la demande du gouvernement Landry.

Bien sûr, le professeur de l'Université de Montréal ne présente pas les choses tout à fait sur le même ton. En ces matières, les juristes ont tendance à être plus subtils que les *columnists*. Il n'empêche que, selon M. Woehrling, à l'avenir, l'assentiment d'une majorité au Parlement fédéral (Sénat et Chambre des communes) et à l'Assemblée nationale suffirait pour procéder à des modifications constitutionnelles «affirmant le rôle des autorités politiques québécoises de protéger et de promouvoir le statut de la langue française et le caractère distinct du droit civil québécois».

Ce point de vue n'est ni marginal ni minoritaire. Comme José Woehrling, de plus en plus d'experts s'inspirent du parcours constitutionnel des dix dernières années pour tirer ce genre de conclusion.

C'est que, depuis les échecs de Meech et de Charlottetown, la constitution a été amendée de façon bilatérale à plus d'une demi-douzaine de reprises.

La dernière fois, c'était pour adjoindre le nom du Labrador à celui de Terre-Neuve. Mais on a également procédé de cette manière pour permettre la construction d'un pont entre l'Île-du-Prince-Édouard et la terre ferme, déconfessionnaliser les systèmes scolaires de Terre-Neuve et du Québec et enchâsser l'égalité du français et de l'anglais au Nouveau-Brunswick.

Tout cela pour dire que le mécanisme bilatéral est désormais rodé par plusieurs années de pratique portant sur une variété d'amendements y compris certains qui, tout en étant de portée provinciale, ont pour effet de modifier des rapports de force historiques de la Constitution.

À l'époque de Meech, ce terrain était loin d'être défriché.

En 1987, aucun des premiers ministres présents n'avait tout à fait mesuré l'ampleur de la course à obstacles politique qu'allait constituer le maintien de l'unanimité fédérale-provinciale autour d'un projet voué à trois ans de ballottage.

En 1990, alors que les accords de Meech étaient à l'agonie, on avait pensé à les scinder pour faciliter le passage à la pièce de leurs principaux éléments. Mais à l'époque, on avait surtout exploré l'hypothèse de procéder à sept provinces comptant pour 50% de la population pour se sortir du piège de l'unanimité. Une idée rapidement abandonnée à cause de la mauvaise impression politique qu'aurait donnée un tel charcutage.

À l'été de 1992, le premier ministre Mulroney mijotait le projet de faire des offres bilatérales au Québec pour sortir *in extremis* de l'impasse de l'après-Meech. La clause de société distincte aurait vraisemblablement fait partie du lot. Mais le projet de M. Mulroney avait finalement été court-circuité par son ministre Joe Clark qui lui avait tiré le tapis de sous les pieds en concluant ce qui allait devenir l'Accord de Charlottetown.

Après le référendum, Jean Chrétien a cherché en vain à rallier sept provinces à sa promesse d'enchâsser la société distincte dans la Constitution. Mais il aurait présumément pu se passer d'un tel appui si le gouvernement québécois de l'époque avait été partant pour amender la constitution dans ce sens.

Tant que le Parti québécois était au pouvoir, la question ne se posait pas. Mais voilà qu'une victoire fédéraliste se profile au détour de la prochaine campagne électorale. Le projet d'enchâsser le caractère distinct du Québec dans la Constitution fait encore partie du programme du PLQ. Jusqu'à présent, Jean Charest a présenté la chose comme un objectif de longue haleine, eu égard au peu d'intérêt du reste du Canada pour une reprise du débat constitutionnel.

En principe, l'idée que le Canada n'a pas besoin d'être en appétit de changement pour remettre le statut du Québec dans son assiette constitutionnelle devrait être alléchante pour le PLQ. Non?

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Rencontre des ministres de l'Environnement du G 8

Le projet canadien de crédit d'énergie propre subit une sévère rebuffade

JAMES STEVENSON ET CAROL HARRINGTON PRESSE CANADIENNE

Banff — Le Canada a reçu un camouflet, hier, lors du dernier jour de la rencontre des ministres de l'Environnement du G 8, lorsque la puissante délégation allemande s'est jointe à ceux qui dénoncent le projet d'Ottawa prévoyant l'octroi de crédits d'énergie propre dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Le ministre allemand Jürgen Trittin a déclaré que le plan canadien était mal conçu.

«Ce n'est pas une idée qui a été pensée avec ses véritables conséquences», a-t-il estimé, après une réunion sur le contrôle du climat et la réduction des gaz à effet de serre.

Le ministre canadien de l'Environnement, David Anderson, avait plaidé pour un allègement de la quantité de gaz à effet de serre que le Canada

doit éliminer dans le cadre du Protocole de Kyoto, arguant que le Canada aidait déjà l'environnement en exportant du gaz naturel et de l'électricité plus propre vers les États-Unis.

Toutefois, M. Trittin a dit que le Canada pourrait être perdant avec une telle stratégie. Il a expliqué que les coûteuses technologies importées d'Allemagne pour réduire radicalement les émissions canadiennes pourraient également se transformer en crédits au profit de l'Europe.

«Ce serait la conséquence de la proposition canadienne — ils paient pour d'autres formes d'énergie et la réduction d'après le Protocole de Kyoto est à mettre au compte de l'Allemagne», a dit le ministre allemand.

Les critiques du représentant de l'Allemagne surviennent après des mots durs de la part de la direction de la délégation de l'Union européenne, qui avait jugé plus tôt que le plan canadien de crédit ne pourrait pas

être autorisé car il changeait significativement les accords de Kyoto.

Prévisions des coûts

L'Union européenne est favorable à Kyoto, qui prévoit une réduction massive des émissions de gaz à effet de serre dans 40 pays industrialisés d'ici à 2012. Ces émissions sont tenues pour responsables du réchauffement de la planète, des sécheresses et autres catastrophes environnementales.

Parmi les pays du G 8, seuls les États-Unis s'opposent à la ratification du protocole de Kyoto.

Alors que le gouvernement du premier ministre Jean Chrétien a affirmé qu'il allait ratifier le protocole, une opposition est venue des provinces et des groupes d'affaires qui soutiennent que l'accord va coûter des milliers d'emplois et des milliards de dollars.

Ottawa doit encore rendre publiques les prévisions de coûts et s'est engagé à mener plus de discus-

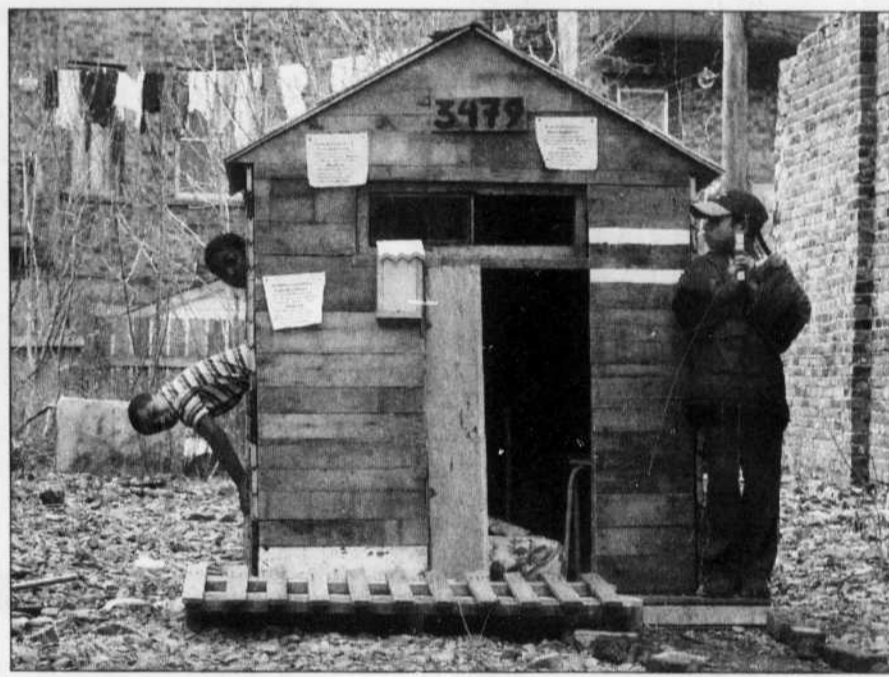
sions avant de signer quoi que ce soit. M. Anderson a dit qu'il voulait «une meilleure explication de la part des critiques des exportations d'énergie propre sur les raisons pour lesquelles [ils] s'opposent à des mesures qui réduisent la quantité des gaz à effet de serre dans l'atmosphère».

Opposants

Alors que les ministres achevaient leur réunion de deux jours, une centaine d'opposants — dont 44 déguisés en chouette tachetée — ont gravi la colline pour se diriger vers l'hôtel des ministres dans le centre-ville de Banff. Ils voulaient protester contre l'inaction du Canada dans le sauvetage de cet animal, quasiment disparu, et de son habitat forestier.

De son côté, la police a profité de cette rencontre pour s'entraîner en vue du sommet des dirigeants du G 8 qui se tiendra les 26 et 27 juin prochain à Kananaskis, en Alberta.

Que des cabanes pour se loger!



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'ARTISTE Stacey Miller a érigé cette cabane dans les ruelles reculées du quartier Saint-Henri avec la collaboration des enfants du secteur, une œuvre qui vise à dénoncer la pénurie du logement à Montréal. La crise gagne maintenant le Sud-Ouest, où les ménages ne trouvent que des «sheds» (cabanes) à fort prix pour se loger, dénonce Mme Miller.

Le cardinal Ratzinger restera en fonctions à la demande du pape

AGENCE FRANCE-PRESSE

Munich — Le cardinal allemand Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi au Vatican, restera en fonctions au-delà de ses 75 ans, qu'il fête demain, et ce, à la demande du pape Jean-Paul II, annonce le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* d'aujourd'hui.

Conformément à la règle vaticane pour tout cardinal de la Curie atteignant ses 75 ans, le cardinal Ratzinger, qui veille depuis 21 ans à une stricte orthodoxie de la religion catholique, a présenté sa démission au Souverain Pontife, mais le pape lui a instamment demandé de rester à son poste, écrit

le journal qui se fonde sur les milieux proches du Vatican.

Expert au concile de 1962, Joseph Ratzinger est nommé en 1977 par le pape Paul VI archevêque de Munich, puis élevé au rang de cardinal. En 1981, le pape Jean-Paul II fait de lui le Préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi.

Catalogué au sein du Vatican parmi les conservateurs, surnommé le «grand inquisiteur» par une partie de la presse, il s'est opposé avec vigueur à la Théologie de la libération prônée par un secteur du clergé sud-américain, ainsi qu'à des théologiens réformistes comme Hans Küng ou Eugen Drewermann.

loto-québec		Résultats	
Tirage du 2002-04-13		Tirage du 2002-04-12	
649	15 27 35 38 44 46	01 10 16 17 22 29 35	333628
Complémentaire: (23)		Complémentaire: (30)	
Ventes totales: 14 471 202 \$		Ventes totales: 29 957 572 \$	
Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$		Prochain gros lot: 17 500 000 \$	
Tirage du 2002-04-13		Tirage du 2002-04-13	
49	08 11 18 29 34 49	Extra	863163
Complémentaire: (35)		Complémentaire: (30)	
Ventes totales: 610 330,00 \$		Ventes totales: 100 000 \$	
Tirage du 2002-04-12		Tirage du 2002-04-13	
7	01 10 16 17 22 29 35	Extra	863163
Complémentaire: (30)		Complémentaire: (30)	
Ventes totales: 14 471 202 \$		Ventes totales: 100 000 \$	
Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$		Prochain gros lot: 100 000 \$	

Si vous avez un problème de jeu...

MISE SUR TOI

1 866 SOS-JEUX

Les taux d'intérêt pourraient augmenter

SANDRA CORDON PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Depuis la nomination de David Dodge au poste de gouverneur de la Banque du Canada, les taux d'intérêt n'ont jamais été à la hausse. Toutefois, cela pourrait bien changer au cours de la semaine prochaine, estiment des experts.

«C'est un vrai suspense. [...] On pourrait facilement plaider pour qu'ils bougent — ou qu'ils ne bougent pas», a déclaré Marc Lévesque, économiste principal à la banque Toronto Dominion.

Jusqu'à récemment, les analystes prédisaient que la banque garderait un œil sur la reprise économique, mais attendrait jusqu'à l'été avant de faire le moindre mouvement, pour éviter d'étouffer la croissance. Mais l'emploi étonnamment vigoureux et les données sur le logement récemment publiées ont tout changé.

Rien qu'en mars, l'économie a créé 88 000 emplois — la plus for-

te hausse mensuelle. Précédée par de bons résultats lors des deux mois ultérieurs, cette hausse est un signe clair pour les économistes que l'économie reprend de la vigueur.

Pour contrer les risques d'inflation en 2003, les experts s'attendent demain à une hausse de 0,25 points ou au moins à une déclaration forte laissant entrevoir une telle décision à l'occasion de la prochaine annonce de la Banque en juin prochain.

Pendant une année, la tendance a été plutôt inverse. En janvier 2001, la banque inaugurait une série de 10 baisses consécutives pour échapper à récession, laissant son taux de financement à un jour au niveau actuel de 2% et son taux directeur à 2,25%, son plus bas niveau depuis septembre 1960.

Mais les experts estiment que cette situation n'est plus tenable. Il faudra cependant plusieurs hausses consécutives avant que les taux ne retrouvent leur niveau moyen.



La Société de recherche en orientation humaine, organisme sans but lucratif voué à la prévention et l'éducation, invite éducateurs, intervenants sociaux, parents, jeunes et représentants de la société civile à un colloque ayant pour thème :

L'IDENTITÉ ET LA PLACE DU JEUNE DANS LA SOCIÉTÉ

Les conférenciers sont :

Monsieur Richard Legendre, Ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport

Monsieur Gilles Proulx, Journaliste

Monsieur Moncef Guitouni,

Président de la Fédération internationale pour l'éducation des parents

Madame Lise Bastien,

Directrice du Conseil en éducation des Premières Nations

Madame Geneviève Baril,

Vice-présidente du Conseil permanent de la jeunesse.

Judi, 18 avril, 8h30 à 17h00 *

Hôtel Radisson (métro Longueuil)

999, rue de Sérigny,

Longueuil

Frais d'inscription : 50\$, étudiant 25\$, incluant le repas

Pour information : (514) 523-5677

Courriel : sroh@cam.org Web : www.cam.org/~sroh

SOLDE DU PRINTEMPS!

Profitez de **RABAIS de 30% à 70%** sur des centaines de pots, plantes, vases, chandeliers, figurines, cadres et plus encore!

Plus 10% de rabais additionnel sur tout achat de 100\$ et plus (articles en stock)

ALPHA Plantes et poteries

230, rue Peel, Montréal
12 rues au sud de Notre-Dame

514.935.1812
Stationnement gratuit
Ouvert le dimanche

À ne pas manquer du 10 au 21 avril 2002

LES ACTUALITÉS

Sondage Léger Marketing

Les Canadiens sont perplexes quant à l'efficacité des médicaments naturels

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

Les Canadiens sont perplexes en ce qui a trait à l'efficacité des médicaments naturels, 42 % d'entre eux pensant qu'ils sont aussi efficaces que les médicaments courants, mais le quart d'entre eux restant incédés.

C'est ce qui ressort d'un sondage Léger Marketing, dont les résultats ont été communiqués à la Presse canadienne.

Au Québec, les opinions sont un peu plus tranchées, le taux d'incédés y étant moindre que dans le reste du pays.

Ainsi, autant de Québécois que de Canadiens croient que les médicaments naturels sont aussi efficaces que les médicaments courants, soit 43 et 42 %.

Toutefois, plus de Québécois que de Canadiens croient que ces médicaments naturels ne sont pas aussi efficaces, soit 41 % par rapport à 33 %.

Reste que 25 % des Canadiens et 16 % des Québécois se disent incapables de se prononcer sur la question. Dans les Provinces maritimes, cette proportion d'incédés grimpe même au tiers de la population, soit 33 %.

Les citoyens des Maritimes sont divisés en trois camps égaux:

le tiers croit à une efficacité comparable des deux types de médicaments, un autre tiers ne croit pas que les médicaments naturels soient aussi efficaces que les médicaments courants, alors que le tiers restant est incédé.

De façon générale, la propension à croire à une efficacité aussi grande des médicaments naturels et des médicaments courants est plus élevée chez les jeunes de 18 à 24 ans, chez les gens qui ont une langue maternelle autre que le français ou l'anglais, de même que chez les travailleurs manuels.

La tendance à croire que les médicaments naturels ne sont pas aussi efficaces que les médicaments courants est plus marquée chez les Québécois, les gens ayant une scolarité universitaire et au sein des ménages ayant un revenu de 60 000 \$ et plus.

Par ailleurs, un Canadien sur sept consomme au moins à l'occasion des médicaments dont la date de péremption est dépassée.

Ainsi, 13 % des Canadiens ont rapporté en avoir consommé « occasionnellement » et 1 % ont même avé le sondage a été réalisé du 19 au 24 mars dernier, auprès de 1503 adultes canadiens. Il comporte une marge d'erreur de 2,6 points, 19 fois sur 20, pour l'échantillon du Canada.

Statistiques pour 2001

L'indice de fécondité s'est relevé pour la première fois en dix ans au Québec

PRESSE CANADIENNE

Québec — Pour la première fois depuis 10 ans, l'indice de fécondité s'est relevé au Québec en 2001, rejoignant presque le niveau qu'il avait en 1998. Chez les femmes de 30 ans et plus, il a même atteint un record depuis la généralisation de la contraception dans les années 60.

Selon les plus fraîches données de l'Institut de la statistique du Québec pour l'année 2001, qui devraient être rendues publiques aujourd'hui, l'indice synthétique de fécondité des Québécoises s'est établi en 2001 à 1,47 enfant en moyenne par femme en âge de procréer. En 2000, il était de 1,43. Il s'agit d'une augmentation de 2,8 %.

« C'est une hausse minime, mais c'est quand même un début », souligne Louis Duchesne, démographe à l'Institut de la statistique du Québec. L'expert précise qu'il faut normalement at-

tendre au moins deux ans avant de parler d'une tendance.

Sur le plancher des vaches, ou plutôt des bébés, cela donne tout de même 1600 poupons de plus en 2001 qu'en 2000, malgré une baisse de 7000 femmes en âge de procréer (15-49 ans).

Cette bonne nouvelle ne doit toutefois pas nous faire oublier qu'il s'agit d'un des plus faibles taux au monde, bien en deçà des 2,1 nécessaires au simple renouvellement de la population.

Maternités tardives

L'année 2001 a par ailleurs accentué sensiblement la tendance amorcée à la fin des années 80 à faire des bébés de plus en plus tard dans la vie.

Bien que les 25-29 ans demeurent le groupe ayant le plus haut taux de fécondité, avec 106 enfants pour 1000 femmes en âge de procréer (une hausse de 2,7 % par rapport à 2000), les 30 ans et plus

ont fracassé des records de tous les temps depuis l'avènement de la contraception.

Publicité

Les femmes de 30-34 ans ont ainsi eu 7 % plus de bébés que l'année précédente, soit 84 pour mille.

Chez les 35-39 ans, la hausse est de 6,6 %, mais la natalité est beaucoup moins fréquente à cet âge, avec 29 bébés pour 1000 femmes.

Finalement, le taux de fécondité a aussi augmenté de 2,3 % chez les 40-44 ans, mais leur apport à la nation est marginal, avec 4,4 bébés par 1000 femmes. Chez les 45-49 ans, il est demeuré à 0,1. A une certaine époque, on appelait ça des « accidents ».

Ce phénomène de maternités plus tardives marque bien l'intérêt — ou l'obligation — des femmes à faire passer leurs projets de maternité après ceux des études, de la carrière ou d'une

certaine stabilité économique. À moins qu'elles ne soient toujours à la recherche du papa.

En matière de fécondité, il est aussi bon d'avoir une perspective historique et de se souvenir qu'il y a une époque « avant pilule », et une époque « après pilule ». L'impact en a été particulièrement marqué chez les femmes de 30 ans et plus. Par exemple, en 1950, deux fois et demie plus de femmes de 30 ans ont donné la vie qu'en 2001. À 38 ans, presque quatre fois plus.

Soulignons que l'indice synthétique de fécondité et le taux de natalité sont deux données distinctes. Le premier correspond au nombre d'enfants par femme en âge de procréer, alors que le second représente le nombre de naissances par rapport à la population totale.

C'est l'indice de fécondité qui constitue la meilleure mesure en cette matière.

Journée d'élections partielles



C'EST JOUR d'élections complémentaires aujourd'hui dans la circonscription de Saguenay ainsi que dans deux circonscriptions de l'île de Montréal. Les bureaux de scrutin sont ouverts de 9h30 à 20h30. Hier, les candidates libérales dans Viger et Anjou, Anna Mancuso et Lise Thériault, se sont donné l'accolade. La veille, dans un centre commercial d'Anjou, le premier ministre Bernard Landry était venu prêter main-forte à sa candidate, Aude Vézina, accompagné de la ministre de la Culture et des Communications, Diane Lemieux.

Bello, enfant de la jungle

Élevé par des chimpanzés...

AGENCE FRANCE-PRESSE

Kano (Nigeria) — Un Nigérian handicapé âgé de huit ans, prénommé Bello par l'équipe du centre spécialisé qui l'a recueilli il y a six ans, a vraisemblablement été adopté peu après sa naissance par des chimpanzés qui l'ont élevé pendant 18 mois.

En 1996, le garçon, alors âgé de près de deux ans, a été emmené au centre pour enfants de Tudun Maliki Torrey à Kano (nord) par des chasseurs qui l'avaient trouvé au sein d'une famille de chimpanzés, dans la forêt de Falgor, à quelque 150 km au sud de Kano.

Le nouveau-né avait probablement été abandonné à cause de ses infirmités par ses parents, sans doute membres de l'ethnie Fulani, des agriculteurs nomades qui font de longs voyages souvent fatals aux enfants dans cette région du Nigeria.

Bello, qui a aujourd'hui la taille et le poids d'un garçon de quatre ans, présente un handicap à la fois physique et mental, une

déformation du front, une épaule droite plus basse que l'autre et un torse protubérant.

Après son abandon, il a été adopté par une famille de chimpanzés, affirme un assistant social, Issa Muhammad.

« Nous ne savons pas exactement combien de temps il est resté chez les chimpanzés. D'après ses attitudes, nous pensons qu'il a été adopté à l'âge de six mois tout au plus », ajoute l'assistant social.

À son arrivée au centre, Bello marchait comme un chimpanzé, se déplaçant grâce à ses jambes de derrière mais traînant ses bras par terre, décrit une infirmière, A'isha Ibrahim, en serrant le garçon dans ses bras.

Aujourd'hui encore il saute à la manière d'un chimpanzé, frappe fréquemment dans ses mains au-dessus de sa tête, ne parle pas mais émet des sons simiesques.

« Quand Bello a été amené ici en 1996, il avait l'habitude de marcher comme un singe, avec pieds et mains par terre. Il sautait, grognait ou couinait comme un chimpanzé », raconte l'infirmière.

COLLOQUES ET CONFÉRENCES

SOIRÉE D'INFORMATION PAR MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

Lundi 15 avril à 18h
Restaurant Le Commensal, 1720, rue Saint-Denis, Montréal
MSF: (514) 845-5621 ou <http://www.msf.ca>

Médecins sans frontières convie toutes les personnes qui désirent se joindre à l'organisation ainsi que le grand public à une soirée d'information. Si vous souhaitez en savoir davantage sur MSF et ses activités d'aide humanitaire ou voulez connaître les condi-

tions pour partir en mission avec l'organisme, cette soirée est pour vous! Jérôme Aubin, récemment de retour d'Afghanistan parlera de son expérience.

LE BIEN COMMUN, L'ASSAUT FINAL

Mardi 16 avril de 19h à 21h
Institut Goethe, salle McLaren, 418, rue Sherbrooke Est (métro Sherbrooke)
Info: (514) 387-2541

Après *L'Âge de la performance* (1994), *Turbulences* (1997) et

L'Emploi du temps (2000), la réalisatrice Carole Poliquin aborde cette fois le thème de la privatisation du monde et nous invite à partager sa réflexion sur la notion de bien commun, mise en péril tant par la diminution du rôle de l'État que par la tendance à breveter tout ce qui semblait appartenir d'évidence à la collectivité humaine depuis des générations. La présentation du film sera suivie d'une discussion entre elle, la journaliste et auteur Mathieu-Robert Sauvé et Marc Chabot, essayiste et professeur.

LA COOPÉRATIVE DE TRAVAIL

Mardi 16 avril à 19h
CCCQT, 1710, Beaudry, bureau 3.0 (métro Beaudry)
Isabel Faubert: (514) 262-6267, poste 29

Le regroupement québécois des coopératives et coopératrices du travail organise une soirée d'information sur la coopérative de travail, suivie du témoignage d'un membre d'une coopérative de travail.

Isabelle Quentin
iquentin@sim.qc.ca

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

MOTS CROISÉS

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

HORIZONTALEMENT

- Arrêt d'une hémorragie. - Indique une addition.
- Glycine. - Autosatisfaction.
- Nécessité d'agir vite. - Hellène.
- Salve. - Abasourdi.
- Aigle d'Australie. - Paresseux.
- Renouveler. - Impartialité.
- Araignée. - Clarté.
- Badiné. - Pied de vigne. - Molybdène.
- Ose à fonction aldéhyde. - Obtempéré.
- Immobilie. - Samaritain. - Seul.
- Dépression de la rétine. - Conflit.

VERTICALEMENT

- Relatif à la haute mer. - Confère.
- Orthographe. - Instrument de musique.
- Mal de tête. - Monnaie bulgare.
- Poème. - Étouffer un feu.
- Membre d'une assemblée poli-

Solution d'hier

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
O	L	I	V	A	I	O	C	A	M	P	
C	O	L	L	E	R	I	E	R	I	E	
L	I	V	E	S	A	I	E	R	I	E	
A	T	T	R	A	P	A	C	A			
A	T	T	R	A	P	A	C	A			
A	T	T	R	A	P	A	C	A			
A	T	T	R	A	P	A	C	A			
A	T	T	R	A	P	A	C	A			
A	T	T	R	A	P	A	C	A			
A	T	T	R	A	P	A	C	A			
A	T	T	R	A	P	A	C	A			

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS, MasterCard, VISA

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

ILE A VENDRE AVEC UNE SEULE RESIDENCE LANAUDIERE (1 h15 de Mt) (514) 524-8901

10 MIN. VALLEYFIELD, 125 pi. quai bord lac St-François. Maison 28x46, 2 ét., 2 gar. (450) 370-1546

MSAUCHE Près centre-ville, transports public, maison 4 cc, terrain 15400pc, bois franc, boiserie, garage. 149 000 \$ (450) 966-9161

PLATEAU (Boyer/Rachel). Cottage 3 alc., 2050 p.c., pi. bois franc, foyer. 335 000 \$ (514) 524-3768

REPENTIGNY (BOISE) Cottage Super prestige. (450) 585-8377 www.cilmaison2000.com/10289

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

COTE-DES-NEIGES Près UdeM, métro. Bas duplex, 712, 1 620 p.c., boiserie, garage. 210 000 \$ 737-5124, 343-7461

ILE DES SŌURS - 1 889 p.c. 3 cc., 2 foyers, terrasse 350 p.c., coin sud-ouest, 2 garages. 425 000 \$. (514) 946-4022

PLATEAU - LES DAUPHINS 4/12, 12e, avec garage. 150 000 \$ 529-4622

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

HABITAT '87 - 1 990 p.c. Vue magnifique, 2 c.c., a.c., câble, 3 électros, terr., gar., dépanneur, navette centre-ville, 2 800\$/mois chauffé, 1er mai. (514) 855-9155

N.D.G. - Village Monkland Grand 6 1/2, bas duplex, tout rénové, pi. bois franc, boiserie, cour améri., 1 500\$. (514) 487-4201

NDG Village Monkland Haut de duplex, foyer, boiserie, près métro Villa-Maria. Libre 1 juin ou juillet. 950 \$/m. (514) 488-0812

OUTREMONT ADJ. Grand 7 1/2, haut de duplex, 4 alc., 2 s.b., boiserie, foyer, garage. 1 200 \$/m. Références. (514) 739-3909

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

AHUNTSIC (rue St-Denis). Haut duplex, 5 1/2, 2 ch., rénové '94, entr. lav./séch., chauff. élec., 150 mètres/métro Sauvé. 850\$. (514) 387-0196, (514) 381-4323

AHUNTSIC O. Gouin. Gr. 714 clair s. 2 ét., bois franc, 2s/b comp., 4 ch s.l., cuis rénov. 1350\$/m. 385-1591

AHUNTSIC près CEGEP, appartement condo, 2 c.c., 725\$, 745-2498. Possibilité de vente.

AVEJEAN-BRILLANT, rdc, 815, 2 sdb, électros, stat. int. et ext. Face parc, près UdeM, collages et métro. 1 800 \$ chauffé. Références (514) 735-6015

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

VX-MONTRÉAL. Loft 1 000 p.c., 5 électros, gar. int., psc. ext., pr. Cité multimédia. Platond 11p., 1550\$/m. 1er juil ou août. (514) 843-7783

164 CONDOMINIUMS À LOUER

VIEUX MONTRÉAL

LOFT NEUF 950 P.C. Impeccable, ensoleillé. Vue fleuve, pi. bois franc, 5 électros. Terrasse, piscine sur le toit, stat. int., 1^{er} mai 1700 \$/mois non fumeur. (514) 985-3105

165 PROPRIÉTÉS À LOUER

V.M.R. (5 min. marche Gare Canora et 5 min. auto Collège Stanislas) Maison de ville (1996), 3 ch., c., 2 1/2 s/bain, 5 électros, pl. bois, foyer, s/sol fin, garage double, terrasse et jardin. À louer: 3500\$/mois, disp. maintenant. (514) 739-0764

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER

À PARIS Atelier meuble, Juliet et août, équipé, 2 chambres, ensoleillé, calme, entrée privée arborée, dans le sympathique quartier de Belleville, métro, 10 minutes de Châtelet. 2000\$/mois (600\$/sem). (33) 1 40 09 30 14 <http://crouze.computerseve.com> <http://imgage.cybercable.fr/crouze/>

FRANCE/SUD-OUEST - Lauzerte Maison village médiévale 11th Toulouse, 11 équip., (4-5 pers.) Dispo. apr. 1 juil. Loc sem. 450-457-8623

PARIS Bastille, Xlxe, coquet appartement. Aussi studio Oberkampf. (514) 945-4425

PARIS XVI^e, gare Montparnasse, 2 1/2 tout équipé, ensoleillé, calme. Jonction directe Roissy. 525-625\$/sem. (450) 692-6055

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

G A S P É S I E - B A I E D E S C H A L E U R S, P A S P É B I A C. Maison à la semaine. 1-800-463-0890 www.aubergegasp.com/maison

GASPÉSIE - Newport, Bord de mer, 3 c.c. Sem. 415-653-5583 <http://pages.infinit.net/lujdg>

GASPÉSIE, Parc Fortillon, très jolie maison possible 2 c.c. et équipée bord mer. Semaine. (418) 892-5449

176 CHALET À LOUER

ESTRIE (Près Magog) Bord de feu, 3.3., plage, canot, pédalo. Juillet + août, sem. mois. (819) 565-7195

251 BUREAUX À LOUER

Avenue LAURIER métro, près St-Hubert, 1 400 p.c., 2^e étage. Libre immédiatement (514) 262-6926

259 ESPACES COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS À LOUER

LOFTS COMM. + ESPACES INDUSTRIELLS & COMM. À LOUER près Canal Lachine, métro. Ateliers 500-5000pc. (514) 932-4850/poste 307

301 ŒUVRES D'ART

Achat Fortin, Jackson, Lemieux, Richard, Lacroix, etc. 418-648-9292

303 ANTIQUITÉS

Recherche horloge murale ancienne (hauteur 32" X 14" largeur, possédant mouvement Anglais ou Allemand) qui nécessite réparation, ou pour les pièces. (450) 632-0714

307 LIVRES ET DISQUES

BONHEUR D'OCCASION achats à domicile livres de qualité en tous genres, anciens, modernes et rares. 4487 De La Roche 914-2142

BOUQUINERIE ST-DENIS(4075) achète à domicile: arts, BD, photo, littérature. Serv. rapide. 288-5567

Propriétaires!

Logement à louer? Propriété à vendre?

15 925 \$*

*4 lignes, 3^{es} par ligne supplémentaire. Samedi seulement: 32% de plus.

Heure de tombée: 14h00 tous les jours (lun.-ven.)

985-3322

Communiquez avec un conseiller publicitaire dès maintenant. Différents forfaits disponibles.

LE DEVOIR VISA MasterCard

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

LE DEVOIR

LE MONDE

Chavez s'empresse de calmer les Vénézuéliens

La tension reste grande à Caracas où les manifestations ont fait 41 morts pendant le coup d'Etat avorté

FLORENCE PANOUSIAN
AGENCE FRANCE-PRESSE

Caracas — Une situation tendue régnait hier à Caracas avec des pillages de magasins dans les quartiers pauvres de la capitale, malgré les appels au calme du président du Venezuela Hugo Chavez, dès son retour au pouvoir après un coup d'Etat de moins de 48 heures.

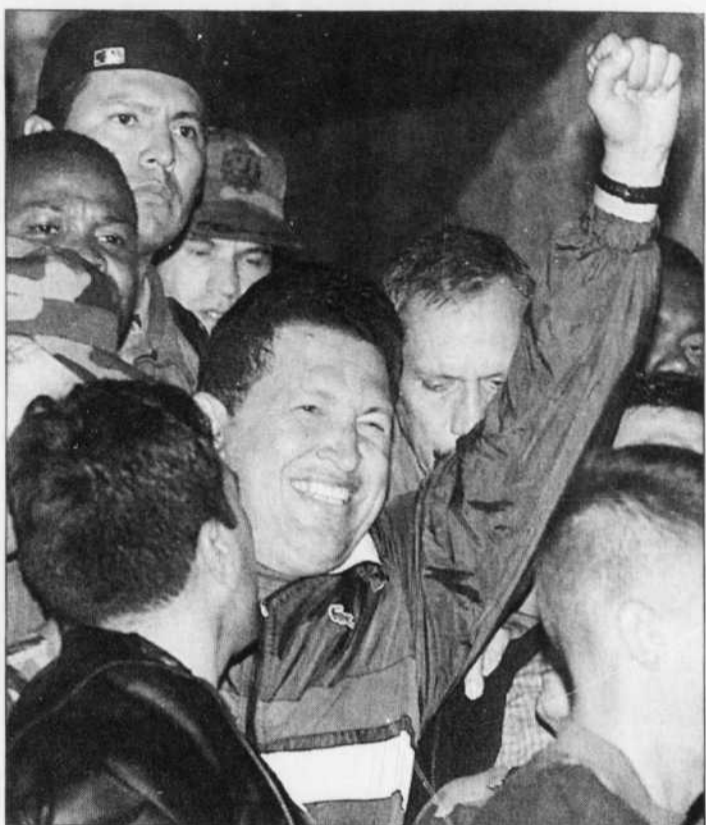
«La première chose que je dis à tous les Vénézuéliens est de rentrer chez eux, de retrouver le calme», a lancé Hugo Chavez, en appelant à l'unité, dans le respect des différences, lors de sa première allocution prononcée à l'aube à son retour au palais présidentiel de Miraflores.

Caracas était néanmoins la proie d'une grande tension avec des sacs de magasins dans les secteurs parmi les plus défavorisés de la capitale de ce pays riche en pétrole, qui compte 80 % de pauvres. En lançant lui aussi un appel au calme, Freddy Bernal, un proche de M. Chavez et maire de Libertador, commune du district de Caracas, a fait état de «pillages généralisés».

Au total 41 personnes sont mortes et 323 autres ont été blessées, la plupart par balles, depuis les manifestations pro et anti-Chavez de jeudi à Caracas et des sacs «persistaient encore» hier dans certains quartiers de la ville, selon les pompiers.

Renversé vendredi par une junte civilo-militaire à l'issue de trois jours de grève générale, Hugo Chavez, 47 ans, a repris ses fonctions avec l'entrée en vigueur d'un décret signé par son vice-président Diosdado Cabello. «Je remets la fonction au président constitutionnel Hugo Chavez Frias afin qu'il continue à exercer la charge, les fonctions et les attributions qui lui ont été concédées», a déclaré le vice-président, qui assurait l'intérim depuis samedi, comme le prévoit la Constitution en l'absence du chef de l'Etat.

«Il est revenu, il est revenu», scandaient les participants à la cérémonie, en contre-pied du slogan de ses opposants «Il s'en va, il s'en va», lors du coup d'Etat. Le président, élu fin 1998 et réélu en juillet 2000 pour six ans, a assuré qu'il «n'y aura pas de chasse aux sorcières, ni d'atteinte aux



Retour triomphal au palais présidentiel hier matin.

droits de l'Homme» contre les auteurs du putsch, affirmant n'éprouver «aucune rancœur, ni mépris» à leur égard.

Arrivé en hélicoptère à Miraflores où la foule chantait l'hymne national, Hugo Chavez a fait son entrée au palais, en civil et entouré de militaires de la garde d'honneur présidentielle. «Le Venezuela n'allait pas tolérer une autocratie», a-t-il alors affirmé à des journalistes.

«Chavez! Chavez!», «Chavez, nous

l'aimons» scandaient ses sympathisants qu'il a salués de la main, souriant et en forme, à son retour de l'île de La Orchila (150 km au nord de Caracas, dans les Caraïbes), où il avait été détenu lors du putsch.

Des dizaines de milliers de personnes avaient défilé samedi, en particulier des quartiers pauvres de Caracas, pour réclamer sa libération devant Miraflores, tandis que des incidents violents faisaient trois morts et 18 blessés par balles.

Une délégation des fidèles de Hugo Chavez est allée le chercher à La Orchila, après que Pedro Carmona, ses «ministres» et son état-major militaire eurent été arrêtés.

M. Carmona, patron des patrons vénézuéliens et leader depuis plusieurs mois de l'opposition à Hugo Chavez, a annoncé lui-même son retrait et la restauration de l'Assemblée nationale dissoute la veille. «L'Assemblée nationale a décidé de désigner au poste de président le vice-président Diosdado Cabello, à la suite de quoi, devant le peuple du Venezuela, je présente ma démission du poste de président intérimaire», a-t-il déclaré. Pedro Carmona venait d'abandonner le palais de Miraflores, occupé peu après par le président de l'Assemblée nationale, William Lara, avec les ministres de M. Chavez et des milliers de personnes, dont de nombreux militaires.

«L'ordre constitutionnel est rétabli», avaient ensuite indiqué le ministre du Travail, Cristina Iglesias, et le député Juan Barreto, du Mouvement V° République (MVR-gauche), le parti de M. Chavez, dans une déclaration à la télévision publique qui a repris sa diffusion suspendue après le coup d'Etat.

«Nous avons passé des heures très difficiles, mais la dictature de droite a été renversée», a affirmé M. Barreto.

Timor oriental

Candidat malgré lui, Gusmao est favori

ARNAUD DUBUS
LIBÉRATION

Bangkok — Rarement un favori aura autant tergiversé avant d'accepter de s'engager dans une course gagnée d'avance. Les résultats seront connus en milieu de semaine. Mais, pour Xanana Gusmao, 55 ans, qui devrait remporter largement l'élection présidentielle d'hier au Timor oriental, c'est sans doute une manière de se placer au-dessus des courants et des partis, avant même d'occuper officiellement la fonction suprême. D'entrée de jeu, le chef historique du mouvement indépendantiste a voulu se poser en leader national, dégagé des luttes d'influence, garant de la démocratie et de la souveraineté, responsable seulement devant son peuple. Son seul rival, Francisco Xavier de Amaral, qui avait été pendant neuf jours le premier président du Timor oriental juste avant l'invasion indonésienne de décembre 1975, a lui-même contribué à rehausser le profil de Xanana Gusmao, en déclarant qu'il ne se présentait que «pour donner un choix aux électeurs».

Depuis le vote massif des Timo-

rais pour l'indépendance en août 1999, Gusmao a répété à l'envi qu'il ne souhaitait pas diriger cette moitié d'île enclavée dans l'archipel indonésien. «Les chefs de guérillas ne font pas forcément de bons leaders politiques», aime-t-il à répéter, allant même jusqu'à évoquer l'exemple désastreux de Robert Mugabe, ancien «héros de la résistance» au Zimbabwe. Avec un zeste de provocation, Gusmao dit à qui veut l'entendre qu'il opérerait volontiers pour la photographie, le journalisme ou même l'élevage d'animaux de ferme, plutôt que de se brûler au feu de la politique. Avec d'énormes réticences, il a finalement accepté de sauter le pas l'an dernier, persuadé par ses proches collaborateurs que l'avenir du Timor oriental passait forcément par lui. Attitude de diva capricieuse? Réel désintérêt pour le jeu politique? Simple lassitude après un combat engagé il y a un quart de siècle?

Quoi qu'il en soit, celui qui a dirigé la guérilla indépendantiste jusqu'à son arrestation par l'armée indonésienne en 1992 a été rattrapé par son destin. Aux yeux des Timorais, il est plus qu'un chef charismatique, il est une figure légendaire, un mythe vivant forgé dans les combats de jungle et la moiteur des géolés indonésiennes. «Il n'y a qu'un seul leader unificateur: Gusmao», confirme un diplomate.

Autorité

Xanana Gusmao ne figure pourtant pas parmi les dirigeants fondateurs de la lutte indépendantiste. Enseignant et poète, formé chez les jésuites, il ne rejoint la guérilla que dans les années 80 quand elle lutte pour la survie sous les coups de boutoir des forces spéciales indonésiennes. Après l'assassinat du chef indépendantiste Nicolau Lobato, Gusmao prend la tête de la branche armée du Fretilin, le principal parti militant pour l'indépendance. Habile politique, fort de son autorité naturelle, Gusmao unifie et ressuscite le mouvement de guérilla jusqu'à son arrestation à Dili en 1992. Son attitude digne et courageuse lors de son procès frappe l'opinion internationale. Suivent sept années à la prison Cipinang de Djakarta d'où Gusmao émergera en héros après la chute du régime Suharto et le vote massif pour l'indépendance.

Pendant les deux années où le

territoire a été placé sous l'autorité des Nations unies, Xanana Gusmao a rapidement pris ses distances avec l'administration onusienne qu'il a critiquée pour sa lourdeur bureaucratique et sa condescendance envers les leaders timorais. Il a aussi rompu les ponts avec son ancien parti, le Fretilin, soucieux que celui-ci ne domine pas outrageusement la scène politique. Ces tensions se sont aggravées lors de la campagne électorale de ces dernières semaines: des proches de Gusmao ont accusé le Fretilin de tenter de saper sa popularité. Gusmao lui-même, qui s'est présenté en candidat indépendant, a décrié le train de vie exubérant de certains leaders du Fretilin alors que la grande majorité des Timorais vit dans la misère. Et l'ancien chef de guerre à la souci de favoriser une vie démocratique réelle avec plusieurs partis rivaux.

En août dernier lors des élections pour l'assemblée constituante, le Fretilin a remporté 57 % des voix et son leader, Mari Alkatiri, doit devenir premier ministre après l'accession officielle à l'indépendance le 20 mai. Selon la constitution, le président aura surtout un rôle honorifique.

Guerre psychologique à Bethléem

Le bras de fer autour de l'église de la Nativité a pris une tournure surréaliste

CÉCILE FEUILLATRE
AGENCE FRANCE-PRESSE

Bethléem — Trois dirigeables blancs flottent gracieusement au-dessus de la basilique de la Nativité. Suspendu au bout d'une grue devant l'église, un haut-parleur géant, installé par l'armée israélienne, émet des sirènes stridentes, suivies d'une volée de cloches ironique.

Le bras de fer qui oppose depuis deux semaines l'armée israélienne et les combattants palestiniens retranchés dans l'église a pris depuis quelques jours une tournure surréaliste, guerre des nerfs dont l'issue apparaissait toujours aussi improbable hier.

L'armée israélienne dit avoir tout son temps et reconnaît mener une «guerre psychologique». Les combattants palestiniens retranchés dans l'église affirment qu'ils résisteront jusqu'à «leur dernier souffle», et rejettent la proposition du premier ministre Ariel Sharon, qui ne leur donne d'autre choix que l'exil à vie ou la prison en Israël.

Chacun raconte une histoire diamétralement différente. Les balcons espions qui planent au-dessus de la Nativité ont filmé «des terroristes en train de bronzer et de fumer tranquillement dans l'une des cours du complexe religieux», déclare un porte-parole de l'armée, Olivier Rafowicz, lors d'une conférence de presse improvisée à quelques mètres de la place de la Nativité.

À l'intérieur, les assiégés contactés par téléphone disent ne plus avoir à manger, et décrivent une «situation très difficile». Les religieux — une trentaine — enfermés dans le complexe, mais dans un autre bâtiment que celui où se trouvent les combattants, «tiennent grâce à l'eucharistie».

Le drame est toujours en embuscade. Les tirs éclatent de temps en temps. Samedi soir, un policier palestinien retranché dans la basilique a été tué par un tireur embusqué israélien. «Il se trouvait en plein air dans l'enceinte du complexe», disent les Palestiniens. «Il nous visait depuis l'hôtel Casanova [un des bâtiments du complexe]», répond Olivier Rafowicz. Des négociations ont été engagées depuis le début du bras de fer, le 2 avril, entre deux équipes de négociateurs israéliens et palestiniens. Mais il s'agit d'un dialogue de sourds. Les Israéliens estiment que la crise est «militaire et doit se régler militairement», mais réitérent «qu'ils ne toucheront pas aux lieux saints». Les Palestiniens réclament que le Vatican et le patriarche latin M^r Michel Sabbah soient parties prenantes aux négociations.

Israël estime qu'une trentaine des assiégés sont «de dangereux terroristes» des groupes radicaux Hamas et du Jihad islamique. «S'il y a des gens qui doivent être jugés, ils doivent l'être par des tribunaux palestiniens», réplique l'un des négociateurs palestiniens, Salah Al-Taamari.

En attendant, toute une ville est sous couvre-feu et suspendue à l'issue de «la crise de la basilique de la

Nativité». «Nous ne partirons pas tant que cette question n'aura pas été réglée», admet M. Rafowicz, ajoutant que «la question de Bethléem est directement liée à l'église».

Dans les rues dévastées de la vieille ville, quelques personnes bravent le couvre-feu. Deux vieilles femmes interrogent craintivement les journalistes: «Peut-on aller par là: est-ce qu'ils tirent?».

A quelques mètres de la place de la Nativité, cernée par les soldats israéliens, «Jean» — c'est le nom qu'il souhaite donner — ouvre timidement sa porte et échange quelques mots avec les soldats israéliens. «Il faut être poli avec eux», dit ce chrétien palestinien, en insistant pour faire rentrer des journalistes. «Je n'ai parlé avec personne depuis des jours, je ne peux pas sortir», raconte-t-il. Volets fermés, porte verrouillée, privé de radio, de télévision et de téléphone, Jean ne sait pas ce qui se passe sur la place et dans l'église de la Nativité, à deux pas de chez lui.

Désolation à Jénine

D'autre part, un premier groupe de journalistes autorisés à se rendre hier à la limite du camp de réfugiés de Jénine, en Cisjordanie, sous étroite surveillance militaire israélienne, a pu entrevoir les ravages de l'offensive israélienne. Des officiers ont balayé les accusations palestiniennes de massacres dans le camp, assurant que l'armée maintenait la presse à l'écart parce que des explosifs se trouvaient toujours dans les décombres. «Nous sommes très proches de la fin ici», a déclaré le colonel Yoram Lavie.

Pendant cette brève visite, les journalistes ont pu voir le cadavre d'un Palestinien barbu de forte carrure en treillis maculé de terre, un œil arraché par une balle, et des tas de débris dans la place centrale du camp dévastée. Esquivant des questions sur l'ampleur des destructions, un officier a nié les accusations de démolitions, comme à Naplouse, de maisons au bulldozer. «Nous n'avons jamais détruit de maison au bulldozer en sachant que des civils étaient à l'intérieur, mais uniquement lorsque les tirs continuaient malgré nos appels répétés à la reddition», a assuré le lieutenant Yoni Wolff.

D'autres officiers ont promis de laisser bientôt entrer la presse dans le camp, pour dissiper les soupçons pesant sur l'armée israélienne. «Une partie de la difficulté à retrouver les corps tient au fait que la zone est piégée», a indiqué le lieutenant-colonel Dan Schwartzfuchs.

Mais un journaliste français qui a déjoué la surveillance de l'armée et a passé quarante-huit heures avec une famille palestinienne dans le camp a affirmé que l'odeur des cadavres flottait dans l'air. Pierre Barbancey de L'Humanité interrogé par l'AFP à la sortie nord de Jénine, a indiqué que, selon plusieurs témoignages palestiniens, l'armée avait enterré et recouvert de béton des cadavres dans un trou creusé sur la place centrale du camp. Depuis, a-t-il dit, tous les morceaux de béton des maisons détruites sont mis dessus par l'armée israélienne.

La justice sociale au cœur de nos débats

Les Soirées Relations

Présentation du film de Carole Poliquin

LE BIEN COMMUN

L'ASSAUT FINAL

La projection du film sera suivie d'une discussion avec :

Carole Poliquin réalisatrice du film
Mathieu-Robert Sauvé journaliste, auteur du livre *L'éthique et le tric*
Marc Chabot essayiste, philosophe et parolier, professeur au Collège F.-X. Garneau

Mardi le 16 avril 2002 de 19 h à 21 h

À l'Institut Goethe, Centre culturel allemand (salle McLaren)
418, rue Sherbrooke est (Métro Sherbrooke)

L'eau, la santé, les gènes humains et végétaux, les connaissances anciennes et nouvelles, plus rien aujourd'hui ne semble vouloir échapper au destin de marchandise. Face à la voracité des marchands, qu'advient-il de nos sociétés? Qu'advient-il de la notion de bien commun qui est à la base de toute vie en société? Le marché peut-il être garant du bien commun?

À travers différentes histoires (tournées au Canada, aux États-Unis, au Mexique, en France, au Brésil et en Inde), racontées à la manière de la Genèse, et témoignant des conséquences de la soumission du monde aux intérêts privés, la réalisatrice Carole Poliquin aborde le thème de la privatisation du monde et nous invite à partager sa réflexion sur la notion de bien commun, mise en péril tant par la diminution du rôle de l'Etat que par la tendance à breveter tout ce qui semblait appartenir d'évidence à la collectivité humaine depuis des générations.

Info : Françoise Nduwimana au (514) 387 2541
Contribution volontaire : 5\$

LES SOIRÉES RELATIONS SONT ORGANISÉES PAR LE CENTRE JUSTICE ET FOI
25, RUE JARRY OUEST, MONTRÉAL H2P 1S6 RENSEIGNEMENTS : (514) 387-2541

EN BREF

Violence afghane

Kaboul (AFP) — Des roquettes ont été tirées hier sur un aéroport de l'est de l'Afghanistan tandis que les forces américaines utilisaient des chefs militaires rivaux s'apprêtaient apparemment à de nouveaux affrontements à l'ouest de Kaboul. Selon des voyageurs, trois personnes ont été par ailleurs tuées et neuf autres blessées dans une attaque à la roquette perpétrée vendredi contre la résidence du gouverneur de Kandahar, dans le sud du pays. L'agence Afghan Islamic Press cite Mohammad Ebrahim, le gouverneur de la province de Khost, selon lequel les roquettes tirées hier visaient l'aéroport de cette ville. L'AIP ne précise pas si ces attaques ont fait des victimes. Selon Ebrahim, des affrontements entre tribus rivales pourraient être à l'origine. Samedi, deux patrouilles britanniques avaient été la cible de tirs de la part d'hommes armés qui, selon l'administration provisoire d'Hamid Karzai, appartiennent à ses forces de sécurité. Par ailleurs, des combats persistants opposent des chefs de guerre rivaux dans la province de Wardak, dans l'ouest du pays.

Chirac maintient son avance

La candidate trotskiste enflamme les foules et critique Jospin

REUTERS

Paris — Crédité par les sondages d'un score historique pour l'extrême gauche, Arlette Laguiller a souhaité hier lors d'un grand meeting à Paris que son résultat favorise une «mobilisation générale» du monde du travail au lendemain des élections. La candidate de Lutte ouvrière a enflammé près de 6000 sympathisants au Zénith en expliquant que le vote en sa faveur ne serait pas stérile, comme le disent ses adversaires, mais éminemment politique.

«Même si cela ne remplace pas les luttes, ce sera un encouragement formidable pour les préparer», a-t-elle lancé. «Il faut une mobilisation générale comme ce pays en a connu en juin 1936 ou en mai 1968, assez forte pour inspirer au grand patronat la crainte salutaire de tout perdre s'il ne cède pas aux exigences vitales des travailleurs», a-t-elle ajouté.

Créditée de 8 à 11 % des intentions de vote, la passionaria trotskiste a confirmé la volonté de son parti d'occuper le terrain des «luttes» aux dépens du Parti communiste,

dont le candidat, Robert Hue, culminait à 5,5 % dans les sondages.

Elle a confirmé qu'elle ne donnerait aucune consigne de vote pour le second tour et s'est félicitée d'avoir «ouvert les yeux» du premier ministre, en ironisant sur les efforts du candidat socialiste pour «découvrir» le monde du travail.

«Même s'ils gauchissent le langage, ils ne font pas de propositions nouvelles», a-t-elle souligné, réaffirmant que son propre programme, qui va de l'interdiction des licenciements collectifs au vote des travailleurs immigrés à toutes les élections, n'était utopique que «d'un point de vue patronal».

Arlette Laguiller, dont le refus de désistement peut coûter l'Élysée à Lionel Jospin, a attaqué le premier ministre. Surpris par l'ascension fulgurante de la candidate trotskiste, les témoins de la gauche plurielle ont multiplié les mises en garde contre un vote «sans lendemain» et une organisation présentée comme bolchevique, opaque et rigide.

Les politologues ont toutefois noté que plus la «momie rouge» était critiquée et plus les intentions

de vote en sa faveur montaient, en dépit d'un léger tassement ces derniers jours.

Le président sortant Jacques Chirac recueillerait 21 % (-1) des voix au premier tour de l'élection présidentielle, devançant ainsi le troisième ministre Lionel Jospin (19 %, +0,5) et l'emporterait au second tour avec 52 % des voix contre 48 % pour M. Jospin, selon un sondage CSA paru aujourd'hui dans *Libération* et *La Dépêche du Midi*.

Dans cette enquête, Jacques Chirac gagne deux points au second tour par rapport au sondage CSA de la semaine précédente et Lionel Jospin en perd deux. 33 % des personnes interrogées (inchangé) disent qu'elles s'abstiendront, voteront blanc ou nul lors du second tour. Au premier tour, le leader de l'extrême droite Jean-Marie Le Pen arrive en troisième position à 12 % (+0,5 point), suivi de la candidate trotskiste Arlette Laguiller à 8 % (+0,5) et de l'ancien ministre de l'intérieur Jean-Pierre Chevènement à 7 % (-1).

Le pourcentage des abstentions, votes blancs et nuls est estimé à 35 % (+1) lors du premier tour.

É D I T O R I A L

Brutal et buté

La tournée que le secrétaire d'État américain Colin Powell effectue au Proche-Orient n'a pas permis de décaler les lignes fermes d'une sortie de crise. Brutal était Ariel Sharon, brutal il demeure. Buté était Yasser Arafat, buté il demeure. Et ce n'est pas l'idée évoquée hier soir d'organiser une énième conférence qui changera la donne.



fin de rencontrer Colin Powell, le président de l'Autorité palestinienne a condamné samedi l'attentat commis par les Brigades Al-Aqsa en le formulant au mode conditionnel. Plus précisément, Arafat a critiqué le geste signé par ces Brigades dont on ne soulignera jamais assez qu'elles sont arrimées au Fatah, son groupe, avant d'expliquer à son interlocuteur qu'il n'était pas question d'inverser la courbe de la violence tant et aussi longtemps que le premier ministre israélien n'aurait pas ordonné un retrait des troupes occupant actuellement la Cisjordanie. En clair, le président de l'OLP a fait un pas samedi pour mieux reculer de deux lors de sa rencontre d'hier avec Powell. Il a été retors dans le sens le plus malin du terme. Car ce maître du double langage a obtenu quelque chose.

Depuis l'amorce de cette autre spirale de la violence entre Israéliens et Palestiniens, le président Bush et ses proches ont usé de mots laissant clairement entendre que, dans leur esprit, Arafat n'était pas un représentant valable. Qu'il n'était pas assez digne pour qu'on daigne le rencontrer. Depuis hier, cela a totalement changé.



Serge Truffaut

Non seulement, Arafat a-t-il rencontré Powell, et non un second couteau comme ce fut le cas jusqu'à présent, mais voilà que des hauts responsables de l'exécutif américain comme Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité nationale, et Andrew Card, secrétaire général de la Maison-Blanche, ont reconnu en Arafat le personnage incontournable de l'Autorité palestinienne. À cet égard, il y a eu, lorsqu'on songe aux mots employés récemment par le vice-président Cheney, une volte-face.

À l'évidence, ce revirement doit excéder passablement Ariel Sharon. Celui qui regrette de ne pas avoir liquidé Arafat lorsque celui-ci était en exil à Beyrouth poursuit son travail de démantèlement de l'Autorité palestinienne en attendant le moment jugé par lui propice de se débarrasser de son ennemi juré. Loin de respecter les multiples appels à se retirer des territoires occupés, Sharon a poursuivi un travail de destruction propre à aiguïser un fort sentiment anti-israélien chez les Palestiniens. Certes, il a évoqué avec Powell la possibilité d'organiser une conférence régionale, mais...

Mais les Palestiniens l'ont immédiatement rejeté. Et pour cause. Ceux-ci craignent comme la peste que d'autres parties, on pense d'abord et avant tout à la Syrie, se joignant à des pourparlers de paix, leurs intérêts passent au second plan. Damas, c'est à noter, prend un vif plaisir à instrumentaliser des factions palestiniennes concurrentes au Fatah. Fidèle au dessein élaboré par son père Hafez al-Assad, son fils Bachir travaille à l'avènement de la Grande Syrie et au raffermissement de la mainmise de son pays sur le Liban.

Tout bien pesé, la bonne nouvelle des derniers jours est cette initiative prise par Powell d'aller rencontrer aujourd'hui, les dirigeants chiites Libanais et Syriens. Au fond, rien n'est plus logique que d'aller discuter avec ceux qui manœuvrent bien des pions de l'échiquier proche-oriental depuis que les fondamentalistes chiites détiennent les clés de... Téhéran!

Au diable les procédures!

On en a peu parlé, mais l'incident mérite pourtant quelques lignes. La dernière journée parlementaire de l'année budgétaire qui vient de s'achever, le jeudi 28 mars dernier, veille du congé pascal, le gouvernement Chrétien a annoncé l'achat de deux avions Challenger fabriqués par Bombardier. Le coût de la transaction: 101 millions de dollars, pris à même le budget de la Défense de l'année 2001-2002. Les deux avions viendront remplacer deux des quatre Challenger de la flotte gouvernementale qui sont vieux d'une vingtaine d'années, afin de répondre aux besoins des ministres et du premier ministre. *Shocking!* comme disent les Anglais, et ce, pour plusieurs raisons.

D'abord le moment. Faire cette annonce la veille des vacances de Pâques, le choix n'était pas innocent. M. Chrétien et ses conseillers savaient qu'un tel achat, aussi peu justifié, ne serait pas passé comme une lettre à la poste s'il avait été soumis à un débat du parlement. Cent millions, ce n'est pas rien!



Jean-Robert Sansfaçon

Le fait de procéder à cet achat avant la fin de l'année budgétaire permet au gouvernement d'inscrire cette dépense aux comptes de l'année 2001-2002 et de diminuer d'autant le surplus budgétaire. Nous connaissons cette approche, mais voilà qu'elle sert n'importe quelle cause, y compris le confort personnel du premier ministre.

Ensuite, il y a la façon. Selon des informations obtenues par le *Globe and Mail*, c'est le bureau du premier ministre qui serait intervenu directement auprès du ministère des Travaux publics. Même le conseil des ministres n'aurait pas été consulté. Pourtant, le premier ministre en aurait eu l'idée lors d'un voyage à l'étranger, en février. Aux Travaux publics, on aurait eu droit à moins d'une journée pour remplir les formalités d'usage et faire parvenir le chèque de 101 millions à Bombardier. Il faut ce qu'il faut quand le premier ministre est pressé!

Finalement, il y a le prétexte. La flotte était vieillissante, prétend le gouvernement. Vraiment? Les Challenger ont vingt ans, mais l'équipe de pilotage ne s'en est jamais plainte. Au contraire, tout allait bien et les avions pouvaient voler encore longtemps après que le gouvernement s'en sera débarrassé.

On dit des nouveaux modèles qu'ils sont plus économiques et d'une autonomie de vol supérieure. Tant mieux! Après tout, il faut quand même trouver quelques avantages à une telle dépense! De là à prétendre qu'il y avait urgence, c'est faux, la transaction n'étant même pas nécessaire.

L'opposition n'a pas manqué de rappeler au gouvernement qu'il a annulé un contrat pour l'achat d'hélicoptères militaires quand il a été élu à son premier mandat. Or, si les Challenger ont vingt ans, les hélicoptères de l'armée en ont maintenant 40. Ils sont devenus risqués pour la sécurité des équipages, coûteux d'entretien et inefficaces pour remplir des missions militaires. Pourquoi tant reporter le moment de les remplacer si vingt ans est déjà trop long pour un avion?

Une fois de plus, le premier ministre nous montre combien ses nombreuses années au pouvoir l'ont rendu suffisant, voire méprisant envers ses électeurs.

jrnsansfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSSAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Les professeurs étrangers des universités québécoises

Il y a environ 35 ans, quelques professeurs des universités du Canada dit anglais avaient constaté que celles-ci étaient envahies par des professeurs d'origine étatsunienne, au point que, certains départements étant américains à quelque 90 % ou plus, il était devenu impossible aux diplômés canadiens d'y obtenir un poste puisque les normes d'excellence et les liens personnels étaient américains.

C'est alors que ces universitaires canadiens ont fondé une association pour la canadienisation des universités canadiennes. Or nous apprenions, par *Le Devoir* des 23-24 mars (p. A 2), qu'en juin 2000, le Gouvernement québécois a décidé d'accorder une exemption fiscale aux «professeurs venus d'ailleurs» afin de faciliter le renouvellement du corps professoral des universités, surtout «en sciences et génie, finance, santé et nouvelles technologies de l'information et de la communication».

Nous apprenions également que 42 % des certificats délivrés à cet effet par le MEQ étaient allés à l'université McGill (65 certificats), 15 % à l'université de Montréal (23 certificats), 14 % à l'université Concordia (22 certificats), 7 % à l'université de Sherbrooke (11 certificats), 6 % à Laval (neuf certificats), etc.

Loin de moi l'idée de fermer nos universités à tout apport étranger de qualité, que je considère d'ailleurs comme étant de la plus haute importance pour notre santé intellectuelle, mais n'y a-t-il pas lieu de se demander, pour chaque université, quelle est l'origine

nationale de ces professeurs étrangers? Je pose la question au ministre; et, surtout, que les fonctionnaires du MEQ ne répondent pas qu'ils l'ignorent: ils mentiraient. S'il y a une variété de pays représentés par ces professeurs étrangers, il y aura enrichissement pour notre société; s'il n'y en a essentiellement qu'un, comme je le soupçonne, il y a danger de perte de liberté intellectuelle, sous l'empire d'une pensée unique, et de ce qui fait l'originalité de nos universités par rapport à ce que George Grant appelait les universités atlantiques.

Gaston Laurion
Musicien titulaire à l'université Concordia
Outremont, le 24 mars 2002

«Heureux qui comme Félix»

En ce samedi soir, 30 mars, j'avais la veille pascal triste et coléreuse en écoutant la rediffusion à la radio de deux épisodes de la série sur la vie et l'œuvre de Félix Leclerc, intitulée *Heureux qui comme Félix...*, produite par Radio Canada et fruit du travail exemplaire d'artistes et d'artisans présentement en «lock-out légal».

Le grand Félix a dû se retourner dans sa tombe et sentir les ailes de son alouette en colère se remettre à battre devant l'insouciance des dirigeants de la «Société d'État»; alors que les travailleurs à la chaîne (Première et culturelle) luttent pour le respect et l'équité, les pléniotentiaires du service public se permettent de «meubler» les ondes par les paroles et les musiques du poète qui,

fait «scab» à son insu dans cette maison qu'il a bien connue surtout à ses débuts, aurait sûrement préféré prendre «le petit chemin» normalement diffusé à cette heure sur l'autre chaîne.

Jocelyn Bérubé
Musicien et conteur
Montréal, le 30 mars 2002

La liberté de mourir

Le taux de suicide étant très élevé au Québec, je comprends que des mesures soient employées pour contrer ce phénomène. Après tout, l'être humain ne vit pas dans le but de s'enlever la vie. Toutefois, où en est rendue la compassion des individus à l'endroit des gens souffrant atrocement d'une maladie incurable ou d'un handicap dont l'état est irréversible? Plusieurs revendiquent le droit au suicide assisté afin d'alléger leur souffrance, mais personne ne semble vouloir parrainer le dossier afin d'en faire un débat sur la place publique pour que le gouvernement intervienne concrètement.

Les êtres humains n'hésitent pourtant pas à prendre grand soin de leur animal qui souffre et parfois même à mettre un terme à leur vie en situation de non-retour. N'aimons-nous pas, en tant qu'être humain en phase terminale, mettre fin à notre souffrance sachant que nous resterons prisonniers d'un corps condamné? La société d'aujourd'hui se vante d'être large d'esprit, mais ce sujet semble en effrayer plus d'un. Serait-ce encore tabou en 2002?

Mylène Bellemare
Brossard, le 21 mars 2002

L I B R E O P I N I O N

Pour que cesse le déclin musical de la radio d'État

Nous, professeurs, chargés de cours, bibliothécaires et autres employés spécialisés de l'École de musique de l'Université de Sherbrooke, désirons par la présente dénoncer vigoureusement la perte, depuis plus de deux semaines, du service essentiel rendu par les quelques 1400 employés de la radio et de la télévision d'État, présentement en lock-out. Nous désirons tout particulièrement dénoncer l'absence d'animation des émissions musicales radio de la Chaîne culturelle. Ces émissions, tant dans les secteurs classiques et contemporains que dans le domaine du jazz et de la chanson, alimentent en effet quotidiennement notre travail et notre réflexion, et fournissent à nos étudiantes et étudiants un outil essentiel d'apprentissage du répertoire musical, de même qu'une source sérieuse de connaissances du contexte socio-historique dans lequel les œuvres ont vu le jour. Or, les piètres conditions de travail des employés de la radio française en disent long sur la valeur qu'on accorde à leur travail.

Malgré les vaillants efforts des réalisateurs toujours en fonction pour occuper le temps d'antenne à l'aide d'enregistrements sur disques ou d'émissions préenregistrées, nous considérons qu'une partie essentielle de la mission de Radio-Canada n'est pas remplie depuis que le lock-out a été décrété. Si nous souhaitons écouter de la musique d'ambiance en continu, ce ne sont pas les émissions de Radio-Canada que nous choisirions.

Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur le net déclin, depuis quelques années, de la qualité de ce service, sous prétexte d'augmenter les sacro-saintes cotes d'écoute. Que d'efforts accomplis en ce sens par la haute direction de la radio française, efforts qui ne font que niveler par le bas la qualité de la

programmation. Cela est d'autant plus paradoxal qu'à long terme, cette baisse de qualité des émissions affecte justement ces cotes d'écoute auxquelles on semble attacher tant d'importance.

Nous ne sommes pas dupes des actions accomplies depuis une dizaine d'années dans le but de réduire la qualité des commentaires formulés en ondes par les animateurs, notamment en réduisant de façon scandaleuse les budgets octroyés aux chercheurs, ainsi qu'en retirant de l'antenne les émissions consacrées aux témoignages de compositeurs et d'interprètes.

Nous ne sommes pas dupes non plus des constants efforts accomplis dans le but de réduire le pourcentage d'œuvres véritablement «classiques» entendues sur les ondes, d'œuvres entières et dûment présentées, au profit de toutes les alternatives possibles, de ces «musiquettes» qui envahissent maintenant les ondes à toute heure du jour et de la nuit, et non plus seulement aux périodes de détente (par exemple à l'heure du «retour à la maison», où ces musiques légères semblaient naguère si appropriées).

Le mandat de la radio d'État est-il bien de divertir, et seulement de divertir? Nous doutons vraiment que le but de telles opérations, à savoir élargir et rajeunir la clientèle, ait été atteint. L'auditeur sérieux, le mélomane averti et le musicien professionnel (ceux-ci font aussi partie de l'auditoire de Radio-Canada...) n'ont plus accès qu'à de bien minces créneaux où il soit encore possible d'écouter en entier une grande œuvre de musique de chambre ou du répertoire symphonique. Sans parler de ces répertoires plus «ésotériques» encore que sont les musiques du Moyen Âge ou de la Renaissance, ou encore la création contemporaine, réduite à un faire

valoir pour l'animateur, ou relégué à des heures très tardives (on s'étonne ensuite du faible nombre d'auditeurs, on recule à nouveau la plage horaire, quand on ne retire pas tout simplement l'émission de l'antenne...).

En conséquence, nous, soussignés, voulons inciter la direction de la Société Radio-Canada à tout mettre en œuvre pour fournir aux auditeurs et aux téléspectateurs le service auquel ils ont droit. Et pour faire en sorte que la radio d'État ne poursuive pas cette dégringolade qui la fait de plus en plus souvent ressembler à ces programmations commerciales qu'elle regarde de haut, tout en cherchant à les imiter.

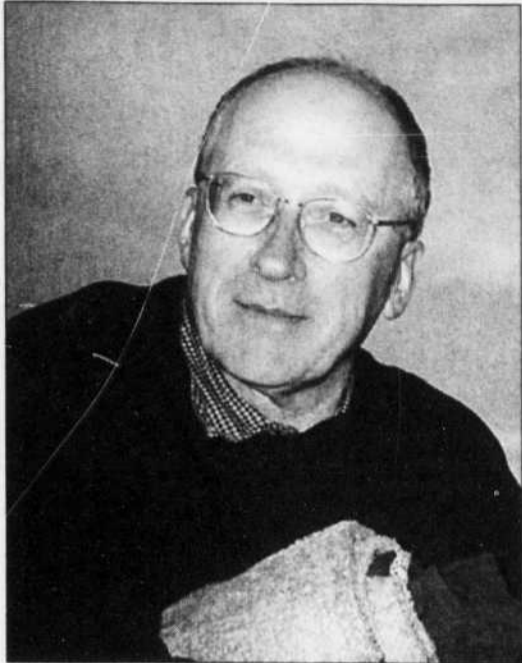
Il y a de grands talents parmi les employés du service des émissions musicales radio qui se retrouvent en ce moment en lock-out. Il faut que la Société Radio-Canada leur donne les moyens de mettre ce talent au service de la musique et des auditeurs. Et non les contraindre, comme c'est souvent le cas depuis plusieurs années, à utiliser la musique à des fins racoleuses qui ne peuvent être celles d'une société d'État qui se respecte.

Jean Boivin, musicologue; Jacinthe Harbec, directrice de l'École de musique; Jacques Desjardins, compositeur; Mario Boivin, professeur de percussion; Michel Lambert, professeur de jazz; Anick Lessard, professeur de flûte et coordonnatrice de la musique d'ensemble; Sylvie Bareil, bibliothécaire; Gail Desmarais, professeure de chant; Carole Sirois, professeure de violoncelle; Francis Perron, professeur d'accompagnement; Madeleine Tremblay, professeure; François Bernier, chef d'orchestre; Olivier Hamelin, étudiant et président de l'Association des étudiants de l'École de musique

IDÉES

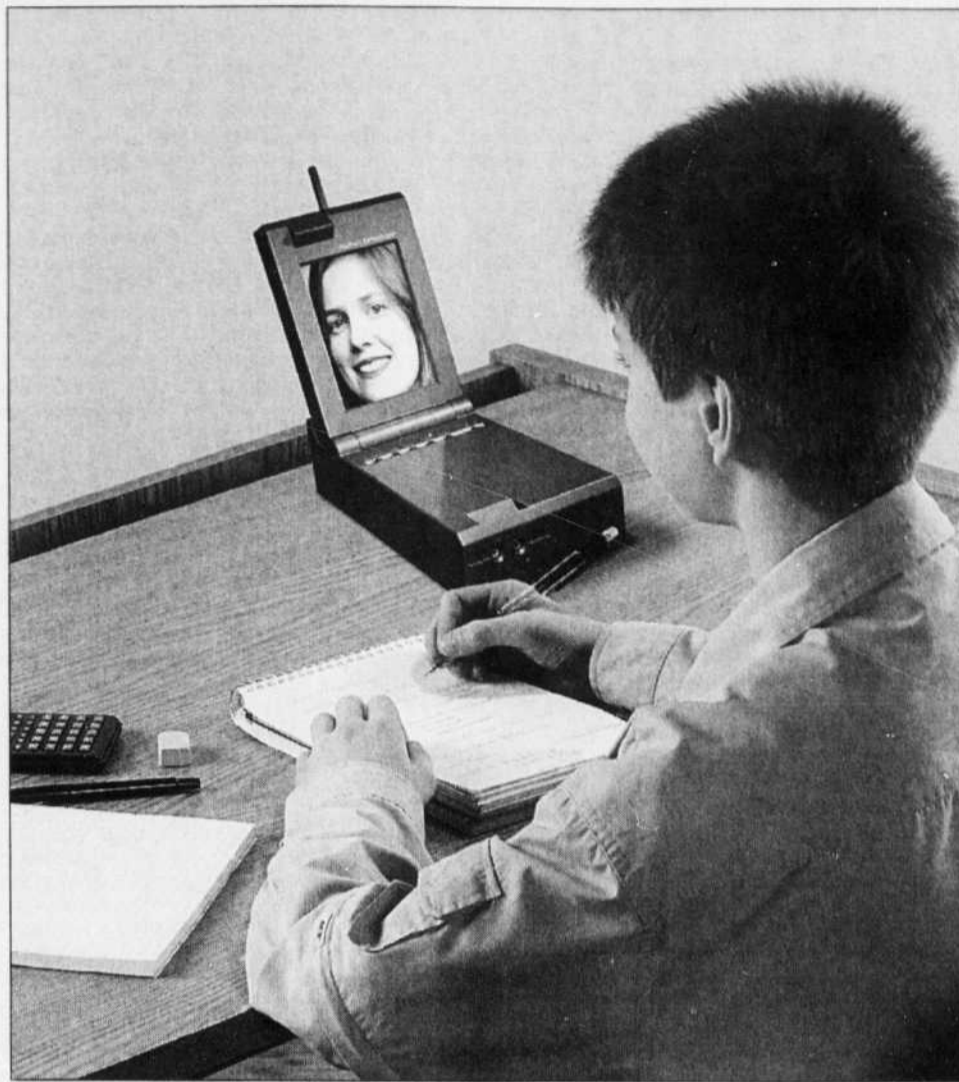
Jouer à apprendre

Il est temps de commencer à élaborer le Hollywood de l'éducation



MARTIN FREETH

Assisté de David Puttnam, Martin Freeth a fondé, il y a quatre ans, les BAFTA's Interactive Entertainment Awards. Après une longue carrière à la télévision de la BBC au cours de laquelle il a réalisé plusieurs films, séries et émissions à caractère scientifique, il a mis au point le BBC Multimedia Centre, un centre qui a mené des recherches sans but pratique sur les médias interactifs et qui a conduit au développement de la BBC Online. Martin Freeth a récemment été nommé directeur exécutif du nouveau FuturLab de Bristol, une initiative de la National Endowment for Science, Technology and the Arts (NESTA) de la Grande-Bretagne, un organisme dont les fonds permettent la réalisation de projets créatifs qui s'inscrivent dans un large spectre d'intérêt, y compris les logiciels d'apprentissage.



ARCHIVES LE DEVOIR

Un vaste marché global de l'apprentissage s'ouvrira avec le déploiement de l'ère de la connexion à haut débit. Dans ce monde nouveau, ce sont les étudiants et non les enseignants qui arriveront en premier et qui pourront ainsi prendre le contrôle de leur propre expérience.

« L' » a prochaine application fondamentale attribuée à Internet sera l'éducation. Cela sera si déterminant que l'usage du courriel aura l'apparence d'une erreur d'arrondi», lançait récemment John Chambers, chef de la direction chez Cisco Systems. Dans le monde de la connexion à haut débit, la capacité de transmettre le savoir par le truchement de technologies numériques donnera en effet lieu à la création d'un nouveau monde et à la formation de nouveaux milieux professionnels. Mais j'aimerais tout d'abord explorer la signification du concept même de l'interactivité avant d'en arriver à un tel sujet.

Pendant plusieurs années, j'ai assuré la réalisation d'Horizon et de Tomorrow's World pour la BBC. J'ai cependant constaté que les seules options offertes à mes auditeurs étaient d'écouter, de changer de chaîne ou... d'aller dormir. Ce monde, où les producteurs (ou les lecteurs) offrent des présentations habiles aux téléspectateurs sans toutefois remettre en question leurs fondements, est dépassé. L'interactivité, rendue possible grâce aux nouvelles technologies, n'est pas seulement une affaire de nouveaux marchés développés pour renouveler de vieux médias qui ont fait leur temps comme la télévision ou la musique. C'est plutôt l'affaire d'une toute nouvelle relation fondamentale entre les producteurs et les consommateurs.

En attendant le grand soir, quelques organisations semblent avoir pris les devants en vue d'explorer les possibilités du monde de la connexion à haut débit et de voir de quelles façons et dans quelle mesure celui-ci pourra influencer les gens. La plupart des grandes compagnies n'ont pas encore tenté l'expérience et les plus petites ne peuvent se permettre d'y consacrer cinq ans avant d'en récolter les fruits, d'autant plus que ce type de recherche bute en général sur la technologie. Mais très bientôt, cette technologie ne sera plus un problème.

Aujourd'hui, les ordinateurs sont très coûteux et extrêmement complexes à utiliser. Les télévisions sont plus conviviales, mais leurs fonctions sont extrêmement limitées, et la majorité des bandes passantes de ce qu'on appelle pompeusement la télévision interactive n'offre qu'un seul type de diffusion, sans aucun moyen de permettre une véritable interactivité en retour, et ce, en dépit des cinq années nécessaires pour produire des applications jugées performantes pour une telle une plate-forme.

Le site de Wimbledon Interactive, que nous avons commencé à développer il y a six ans au BBC Multimedia Centre, en est un bon exemple. Les gens désiraient vraiment ce service et il eut beaucoup de succès, au même titre par exemple que le site de Big Brother développé par Channel 4. Tout ce que Wimbledon Interactive permet vraiment de faire est de choisir ce qu'on l'on désire regarder (tout comme le fait Big Brother). La seule façon de réagir consiste à prendre le téléphone ou la plume. Mais bientôt, différentes options permettront une plus grande participation.

D'ici cinq ans

Les jeunes le savent. Ils achètent et utilisent les jeux d'ordinateurs en grand nombre puisqu'il s'agit pour eux d'une expérience de contrôle et de participation active bien plus grande que ne le permet l'écoute linéaire d'une émission de télévision. Plusieurs professeurs inventifs ont compris que s'ils ar-

rivaient à participer au développement de logiciels éducatifs imaginatifs, ils pourraient utiliser ce nouveau pouvoir pour améliorer et même révolutionner l'expérience d'apprentissage.

Même lorsque certains cours plus ou moins traditionnels sont donnés en ligne, la relation entre le professeur et son élève peut être transformée. Dans une classe ou un amphithéâtre, ce sont bien souvent les mêmes étudiants qui posent des questions ou qui s'impliquent dans les débats. Mais les tuteurs qui travaillent en ligne (comme ceux de l'université de Phoenix, en Arizona, qui ont développé avec succès un programme de business training en ligne) rapportent que presque tous les élèves qui sont branchés désirent participer et, qu'en conséquence, ils n'ont jamais eu à travailler si fort pour répondre aux besoins de ceux-ci.

Aujourd'hui, la bande passante est toujours lente, ce qui explique que plusieurs croient encore qu'Internet n'est qu'un outil permettant la mise en ligne de vastes quantités de textes informatifs. Mais l'ère d'une connexion Internet à haut débit accessible à prix modique sera à notre portée d'ici à un peu plus de cinq ans. À partir de ce moment, l'expérience en ligne sera aussi bien liée au divertissement et à l'émotion qu'il l'est maintenant aux simples données. Il ne fait aucun doute que cette bande passante répondra à une certaine demande pour la pornographie en ligne et le développement de jeux interactifs, mais je crois aussi qu'elle pourra aussi changer radicalement la façon dont les gens apprennent. À ce moment, de nouveaux logiciels encourageront les gens à développer leur créativité et à atténuer leur passivité.

Les technologies numériques font tomber les barrières du monde de la création médiatique. Des instruments, comme la bande passante, sont de plus en plus accessibles financièrement. Le dernier exemple en liste est le court métrage 405 The Movie dans lequel un jet immense atterrit sur la voiture d'un homme alors qu'il rentre à la maison en empruntant l'autoroute. Le film présente des effets spéciaux tout à fait convaincants et une bande sonore stéréo complète. 405 est le chiffre qui identifie l'autoroute qui, dans la fiction, a été évacuée pour permettre l'atterrissage d'urgence d'un immense jet. Le court métrage a été réalisé sur quelques portables au coût de 11 000 \$. Aujourd'hui une version de haute qualité peut être téléchargée en ligne — lentement —, mais le monde imminent de la connexion à haut débit permettra de se les envoyer instantanément.

Penser par soi-même

Lorsque tous les foyers seront munis d'une caméra numérique reliée à un set-top box facile à utiliser avec des logiciels, les étudiants pourront envoyer leurs essais sous forme de courts métrages exprimant leurs points de vue personnels. Les aspirants musiciens pourront jouer ensemble en ligne — on peut d'ailleurs déjà observer la décharge sismique que le net a initiée dans le monde de la musique. Les étudiants en architecture pourront explorer les représentations 3D de bâtiments plus vrais que nature provenant du monde entier et «rencontrer» leurs comparses dans ce monde virtuel.

De plus, l'intelligence artificielle étant de plus en plus élaborée, intégrée tant aux logiciels locaux qu'aux serveurs centraux, elle permettra de ré-

pondre aux demandes de chaque individu, à ses histoires, ses habiletés et son style d'apprentissage d'une façon à laquelle peu de professeurs peuvent prétendre aujourd'hui. Et le champ d'expériences et d'informations accessibles à chaque enfant et adulte du monde sera si vaste que le rôle le plus important du professeur sera d'aider les étudiants à savoir aussi penser par eux-mêmes alors qu'ils explorent tous ces mondes.

L'éducation a depuis toujours signifié bien plus que d'être en mesure de gagner à Who Wants To Be A Millionaire? Les industries créatrices en général sont déjà en train de devenir la clé la plus importante de nos économies. Par exemple, le développement de jeux d'ordinateur et d'autres logiciels rapporte plus à l'Écosse que le pétrole de la mer du Nord. La connaissance stricte de faits n'est pas ce que recherchent les employeurs dans ces industries. Ils chercheront plutôt des habiletés à développer une pensée créatrice et une capacité à communiquer, à travailler en équipe, à faire des connexions imprévues entre certaines disciplines, à prendre plaisir au processus créatif — toutes des choses que certains services interactifs en ligne ou logiciels d'apprentissage peuvent améliorer.

Un vaste marché global de l'apprentissage s'ouvrira avec le déploiement de l'ère de la connexion à haut débit. Dans ce monde nouveau, ce sont les étudiants et non les enseignants qui arriveront en premier et qui pourront ainsi prendre le contrôle de leur propre expérience. Mais, au FuturLab de la NESTA, nous croyons également que si les professeurs réussissent à tirer parti de cette technologie, ils n'en deviendront que plus efficaces. Ils seront en mesure de mettre leurs étudiants en contact avec des experts de partout au monde, de les motiver davantage grâce à la complexité de logiciels divertissants. Ils disposeront en outre de l'équipement nécessaire pour donner à chacun ce dont il a besoin pour qu'ainsi il puisse surmonter ses propres limites.

Des dangers

Un petit bémol cependant s'inscrit au centre de toute cette interaction et cette participation. Il sera désormais à la portée de n'importe qui de mettre en ligne le contenu qu'il a imaginé et, ainsi, de tenter de le vendre au plus offrant. Il n'y aura plus de frontière claire qui puisse partager le «message» de la publicité ou de la promotion. BMW, par exemple, a désormais son propre site Internet. N'importe quelle compagnie, groupe religieux ou politique pourra avoir accès à une audience mondiale par l'entremise du dédale des connexions à haut débit. Avec un million de canaux, n'importe quel gouvernement ou le propriétaire de n'importe quel copyright en la matière qui voudrait contrôler le contenu de la toile ou insister sur le respect d'un quota de productions locales, comme le font déjà le Canada et l'Europe pour la télévision, trouvera la tâche impossible. Les enseignants tout comme les étudiants devront donc demeurer vigilants s'ils veulent éviter ces écueils.

Chez NESTA, nous orienterons nos recherches non pas sur la technologie elle-même, mais sur la façon dont les gens désirent actuellement aborder cette nouvelle ère des connexions à haut débit. Par exemple, nous travaillons de pair avec le groupe Revolution Software dans le but de voir si nous pouvons transformer son jeu d'aventures Broken Sword en un logiciel d'apprentissage du langage. Ce dont nous avons besoin, c'est de recherche créative sans objectif précis à court terme, qui puisse fournir l'espace nécessaire aux idées imprévues nées de l'interaction entre le contenu et l'humain. Ensuite, tel que l'a dit Lord Puttnam, nous pourrions nous commencer à élaborer le «Hollywood de l'éducation».



Serge Bouchard

Ce matin sans sujet

Ce matin, je n'ai rien à dire. Cependant, ce rien doit être dit. Comme l'écrivit un de mes auteurs préférés, Vladimir Jankélévitch, ce n'est pas parce qu'il n'y a rien à dire qu'il faut arrêter de parler. Les Grecs se plaignaient déjà du fait que tout avait été dit, vécu, ressenti, exprimé. Ils étaient fatigués de parler, d'entendre et d'argumenter. Les gens de l'ancien Moyen Âge croyaient le monde si vieux qu'ils n'espéraient même plus avoir des idées nouvelles. Le Moyen Âge se savait moyen-âgeux. Lorsque nous nous mettons à écrire, à créer, à penser, nous éprouvons tous ce sentiment d'un déjà dit qui nous décourage autant qu'il nous rassure. La pensée appartient à tout le monde même si elle est hautement personnelle. Nous ne sommes jamais premiers ni seuls.

Tout a été dit, mais pas par moi, a-t-on dit. Si tout fut dit, rien n'a encore été dit de ce que nous voudrions vraiment dire. Nous tournons autour d'un sujet que personne n'a jamais maîtrisé. Cela s'appelle la vie. Nous sommes estomaqués en permanence devant tout ce qu'elle représente. Voilà pourquoi le philosophe écrit, le chanteur chante et le poète dit. Le sujet de la vie nous échappe, il est absence de sujet. Nos mots sont là pour constamment nous consoler. Nous n'avons pas les mots, les mots nous manquent. Le spectacle est désolant, nous sommes désolés. Toujours à propos de ce petit rien que nous n'arrivons pas à exprimer.

Ce matin, je n'ai rien à dire. Cela tombe bien parce que nous avons besoin de ce rien. Quand je vois des drapeaux en berne, je me dis qu'un drame est survenu. J'ouvre le radio de mon auto et je cherche à savoir quelle partie du ciel nous est tombée sur la tête. Qui est mort? La reine mère, un grand artiste ou même un grand fonctionnaire? Les choses sont-elles encore plus graves, une tuerie, un attentat, une catastrophe naturelle? Seul le symbole lourd pousse l'État au deuil, seule la perte grave peut lui faire baisser les drapeaux. Quel est ce drame distingué qui nous met ainsi en deuil national? Le deuil a ceci de beau qu'il nous propose une sorte de retenue, de réserve pour ne pas dire de paix. J'apprécie ce moment où nous nous arrêtons, un instant, où il ne se passe rien. Devant l'irréparable, il n'y a rien à dire, il faut se recueillir. Bénissons la pause, chérissons le murmure. Or, s'il nous fallait tenir une minute de silence en respect des pertes et de toute la misère du monde, au nom de sa souffrance et en mémoire de sa peine, nous ne dirions plus jamais un mot. Cette minute de silence durerait une éternité et il n'y aurait pas assez de minutes dans une seule journée pour pleurer tous les drames que l'humanité s'inflige en 24 heures. Une journée internationale du silence en vaudrait certainement la peine, c'est le cas de le dire.

Oublions nos penchants analystes, notre promotion de l'objectivité, notre obsession de la clarté, les jacasseries bryantes de l'actualité. Nous plaçons trop la cause de toutes les causes. Nous tenons mordicus à expliquer l'insupportable. La mort, qui devrait normalement nous clouer le bec, semble nous délier la langue. Nous ajoutons le bruit à la peine. Non, la mer a déjà vu des vagues, l'hiver a déjà vu neiger, les humains ont déjà exprimé tous les regrets possibles sur tous les tons connus. Aux funérailles du monde, nous n'avons pas besoin que d'autres nous expliquent ce qui nous arrive, nous avons besoin de paix et de bonnes paroles. Les bonnes paroles ne veulent rien dire, elles veulent réparer. La poésie devient condoléances. Nous voudrions trouver les mots, nous ne les trouvons pas mais nous cherchons toujours.

Il est bien plus intéressant celui qui reconnaît ne pas savoir ce dont il parle, ou mieux, qui parle sans cesse en insistant sur le fait qu'il n'y a rien à dire. Les mots les plus beaux sont des mots sans intérêt ni intention, des expressions pures qui cherchent envers et contre tout à embellir le monde, des mots qui sonnent bons, des mots qui sont beaux. La beauté de la vie est d'ailleurs notre seul espoir. Or, cette beauté, nous l'assassinons sans cesse. L'humanité est insupportable à regarder dans un miroir. Elle fait beaucoup dans le crime, dans le sang et dans la laideur. Elle défigure la Nature juste à la regarder. Elle dénature son propre esprit rien qu'à respirer. Il y a trop de cris, trop de larmes et trop de dommages. Le monde est plus en peine qu'en joie. Ne cherchez pas à expliquer le mal, vous finirez par l'excuser.

C'est quand il n'y a rien à dire que les discours sont les plus beaux. C'est en l'absence de sujet que le sujet se tient le mieux. Nous sommes des êtres de parole, des gens de mots. La guerre est toujours une guerre de mots. Mais la paix se terre aussi dans les mots. Je n'ai rien à dire, mais il me faut dire ce rien. Apprendre à ne rien dire repousse les frontières de la micro-consolation. Car un petit rien fera la différence entre la parole blessante et la parole rassurante. Il est bon de ne pas avoir de sujet quand nous savons qu'il y en a trop. Il est bon de ne réfléchir à rien quand on cherche à refaire le monde. Un sujet se traite mieux en son absence.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Valérie Dufour (général), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Dominique Remy, José Boileau, Eric Desrosiers, Pauline Gravel (scientifique), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (arts visuels), à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Claude Lévesque, Claude Turcotte, René Lewandowski, à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste), à l'information politique: Hélène Buzetti, Manon Cornélière (correspondantes parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufour (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlene Côté, Martin Fournier, Veronique Géraud, Anouk Hurburt, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Theriault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable), Linda Theriault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Hélène Gervais, Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Lecker. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe-administrative), Danielle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

SRC

SUITE DE LA PAGE 1

prochains jours, les députés libéraux fédéraux pourraient émettre une déclaration exprimant leur inquiétude devant «l'attitude intransigeante de Radio-Canada».

Cette histoire et les commentaires de M. Price ont été diffusés par courrier électronique par le journaliste Roger Laroche de Radio-Canada en Estrie, ainsi que par le journaliste Jean-Hugues Roy de Radio-Canada à Montréal qui propose sur Internet un site d'information et de commentaires sur le conflit en cours.

Le Devoir avait tenté vendredi de joindre le responsable de la députatation québécoise, le ministre Martin Cauchon, pour en savoir plus sur cette histoire, mais le bureau de M. Cauchon n'a pas voulu commenter.

Par ailleurs, le Syndicat national des journalistes français a affirmé samedi que la direction de Radio-Canada profite du lock-out qu'elle a décrété le 22 mars pour «pirater» des journaux télévisés européens, plaçant les journalistes européens en situation de briseurs de grève à leur insu.

Le Syndicat national des journalistes français accuse la direction de la SRC de «pirater» des journaux télévisés européens

Ces déclarations ont été faites à Paris par le Comité national de ce syndicat, qui se réunissait pendant le week-end.

De son côté, la Fédération internationale des journalistes, qui est basée à Bruxelles et qui représente plus de 500 000 journalistes dans le monde, a pressé Radio-Canada de cesser son lock-out et de «rétablir les valeurs du service public».

Cette fédération appuie les journalistes radio-canadiens dans ce conflit, particulièrement leur lutte contre la précarité d'emploi et pour un meilleur équilibre des salaires entre les hommes et les femmes.

La FPJQ, elle, appelait jeudi dernier les parties impliquées à reprendre les négociations et elle apporte un argument majeur: non seulement le «déficit de l'information de qualité à laquelle Radio-Canada nous avait habitués est dommageable pour le public», mais, en plus, «une prolongation du conflit mettra en péril la fréquentation de Radio-Canada et donnera un argument de plus aux voix qui contestent l'existence même d'une télévision et d'une radio publiques».

Même le club de hockey Canadien est inquiet, alors que s'amorce cette semaine la diffusion des matchs des séries éliminatoires où le téléspectateur n'aura accès à aucune description, entrevue ou commentaire. «Ce n'est vraiment pas la situation idéale» commente Donald Beauchamp, le responsable des communications du club, qui ajoute que le président du Canadien, Pierre Boivin, est en contact quotidien avec la direction de Radio-Canada pour suivre l'état de la situation.

Spectacle de solidarité

Pour fouetter l'ardeur des troupes dans un conflit où aucune solution rapide ne semble en vue un groupe de «lock-outés» de Québec organise ce mercredi 17 avril à 20h un grand spectacle de solidarité au Palais Montcalm de Québec.

Ce spectacle, intitulé *On vous fait une scène*, est une idée d'André Chouinard. Selon les noms confirmés hier, y participeront: Sylvain Lelièvre, Marie-Jo Thériou, HartRouge, Marie-Chantal Toupin, Chloé Sainte-Marie, Frédéric Gary Comeau, Patrick Normand... Plusieurs personnalités de la SRC doivent y présenter des numéros humoristiques, dont Pierre Maisonneuve, Marie-France Bazzo, Bertrand Hall, Michel Lamarche, Jean Dussault, Michaëlle Jean et d'autres. Jacques Michel animera la soirée et Bernard Derome doit faire la présentation des artistes. Le spectacle est gratuit, la contribution est volontaire et les premiers arrivés auront les meilleures places.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

L'armée n'a jamais autant attiré les femmes

PRESSE CANADIENNE

Halifax (PC) — Un nombre record de femmes ont décidé depuis un an de faire carrière dans les Forces armées canadiennes, et les difficultés qu'ont connues d'autres femmes avant elles ne semblent pas les rebuter. «Je suis capable de me débrouiller», affirme Lindsay Wheaton, 24 ans, qui s'est jointe aux forces armées la semaine dernière. Elle espère devenir commis à l'approvisionnement pour la marine à Halifax. «Auparavant, j'étais dans le télémarketing et beaucoup de gens me criaient par la tête. Je peux en prendre», ajoute-t-elle.

Mère de deux enfants, Betty Lou Crouse, 43 ans, en a vu d'autres elle aussi et n'est aucunement effrayée par un univers dominé par les hommes.

«Je peux faire tout ce qu'un homme peut faire, si on m'en donne la chance. Ça ne me fait pas peur», lance-t-elle, après avoir signé un contrat pour intégrer la force de réserve.

Le nombre de femmes qui ont rejoint l'armée depuis le début de la dernière campagne de recrutement, en juin dernier, n'a jamais été aussi élevé depuis 1989, soit depuis que la Commission canadienne des droits de la personne a jugé que les femmes

avaient le droit d'occuper virtuellement tous les postes dans l'armée, y compris lors d'opérations de combat.

Avant cette année, la proportion de femmes dans les Forces armées canadiennes était de 15 %. Selon le colonel Alain Tremblay, commandant du groupe de recrutement militaire, elles sont maintenant 20 % à s'entraîner à Saint-Jean, au Québec.

On compte environ 7000 femmes en uniforme dans la force régulière, soit quelque 10 % des effectifs totaux. Elles sont encore plus nombreuses dans la force de réserve, y occupant 19,2 % des effectifs.

CONFÉRENCE

SUITE DE LA PAGE 1

Les États-Unis sont ouverts à la proposition de M. Sharon, a aussitôt indiqué à Jérusalem un haut responsable américain, ajoutant toutefois que «des discussions sont encore nécessaires sur comment et où l'organiser».

Auparavant, Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité nationale de la Maison-Blanche, avait jugé «prématurée» l'idée d'un tel rassemblement.

Le chef de la diplomatie israélienne Shimon Peres a de son côté affirmé hier soir à Tel-Aviv devant des militants du Parti travailliste que «la conférence régionale apporterait un horizon politique clair ainsi qu'un plan de relèvement économique des territoires palestiniens».

Réagissant à la proposition, le dirigeant palestinien Saïeb Erakat a affirmé à l'AFP: «Il s'agit de résoudre la crise actuelle et non pas de trouver un nouveau cadre de règlement. Il y a eu déjà une conférence internationale à Madrid qui a posé le principe de l'échange des territoires [occupés] contre la paix» en 1991.

Pour M. Erakat, M. Sharon «cherche par cette astuce à définir de nouvelles bases du processus de paix pour perpétuer l'occupation» de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Jusqu'à présent, Israël avait toujours préféré tenter de résoudre dans des

pourparlers directs ses litiges avec ses voisins, craignant d'être isolé et de se retrouver en position de minoritaire et soumis à des pressions dans une enceinte internationale.

C'est dans les ruines de son QG de Ramallah, en Cisjordanie, que M. Arafat a reçu M. Powell qui lui a répété que «les attentats devaient cesser» et qu'ils étaient un «obstacle» sur la voie d'un règlement du conflit qui a fait environ 2000 morts depuis septembre 2000.

Le président palestinien, assiégé depuis 17 jours par l'armée israélienne, a insisté sur «la nécessité d'un retrait israélien» immédiat des zones réoccupées depuis le début de l'offensive israélienne en Cisjordanie le 29 mars. M. Erakat a affirmé que le retrait israélien était prioritaire pour les Palestiniens.

En dépit de ce blocage apparent, M. Powell a estimé que sa rencontre avec M. Arafat avait été «utile et constructive».

Des discussions entre négociateurs américains et palestiniens sont prévues aujourd'hui.

L'entretien Arafat-Powell, initialement prévu samedi, avait été annulé après un attentat suicide qui a tué six personnes outre son auteur vendredi à Jérusalem. Il a été rendu possible avec la diffusion d'un communiqué de M. Arafat condamnant «toutes les actions terroristes contre des civils, israéliens ou palestiniens».

OUELLET

SUITE DE LA PAGE 1

«À l'époque où j'ai commencé à m'intéresser à la culture religieuse, on ne parlait pas d'éducation interculturelle, racontait-il. C'est la loi 101 qui va nous y conduire. Tout à coup, le paysage scolaire changeait: l'éducation devait se faire dans un contexte pluraliste».

«Il y avait eu des transformations dans la société, mais le système d'éducation ne les avait pas encore intégrées. En même temps, les Québécois étaient confrontés à un changement de leur identité. Moi, je voulais réfléchir sur cette problématique-là à partir de l'éducation mais pas de façon techno-bureaucratique, pour résoudre des problèmes. Je voulais plutôt me pencher sur les fondements d'une société à partir de certaines valeurs: l'ouverture à la diversité, la cohésion sociale et l'égalité».

C'est simple à dire, complexe à réaliser. Car tout est une question de dosage. Trop de diversité, pas assez de cohésion sociale, et voilà qu'on sombre dans les particularismes et leurs effets pervers. Par exemple, le danger de ghettoïser, de cantonner l'élève différent dans un stéréotype figé, et parfois dévaloriser. «Les élèves, dit ainsi Fernand Ouellet, ne sont pas une incarnation de leur culture. Ils sont un mélange de formules culturelles».

Par contre, trop miser sur la cohésion, c'est la bulle qui se referme — une tendance qu'il sent parfois dans le discours actuel sur la citoyenneté. Quant à l'égalité, c'est en général la grande oubliée, car la plus difficile à atteindre concrètement tant elle implique perte de pouvoir des uns et grand brassage d'institutions.

Dans cet esprit, Fernand Ouellet salue la réforme de l'éducation mise en place depuis deux ans, qui brise la hiérarchie du professeur qui sait tout et des élèves en rang et silencieux. Mais il craint les dérapages: les enseignants sont aux prises avec toute une liste d'objectifs fixés par le ministère, alors que l'esprit de la réforme serait d'accepter de considérer l'élève «comme un être de significations qui entre dans une culture». Ce qui implique l'échange et le temps plutôt que la hiérarchie et les buts à atteindre à tout prix.

Les valeurs culturelles et religieuses

Un discours qui fera frémir les nombreux nostalgiques d'une époque où le maître enseignait et où les jeunes, au moins, connaissaient leur français! «C'était vrai pour les 30 qui passaient à travers les cours classiques alors qu'on était 80 au départ!», rétorque-t-il du tac au tac.

L'approche fonctionnait parce qu'on était dans un contexte de sélection et d'élimination. Mais nous n'en sommes plus là du tout».

Son approche, basée sur la méthode d'apprentissage par la coopération d'Elizabeth Cohen, de l'Université de Stanford, n'a toutefois rien à voir avec le laisser-faire. Il y a, au bout, un souci de combattre l'échec scolaire. Mais par l'acceptation de ce que chacun peut apporter à un groupe (forcément petit puisqu'il est question d'entraide et de participation de tous), grâce aux valeurs, notamment culturelles et religieuses, plutôt qu'aux techniques.

Ce n'est pas une recette et ça demande une attention de tous les instants de la part des enseignants, dit-il. «Si on fait juste mettre les élèves en petits groupes pour travailler sans s'occuper des interactions qui se déroulent, ça peut renforcer l'échec. Les très bons vont rester très bons, les moins bons vont croire qu'ils ne sont vraiment que des bons à rien. Il y a une grande importance de l'encadrement et de la formation des professeurs dans ce contexte».

Il a l'air de prêcher pour sa paroisse, mais ce n'est pas un pédagogue qui parle. Ou fait, qui est-il au juste? Il ne le sait pas trop lui-même. Peut-être un «philosophe sociologisant»? Un humaniste aussi, qui aspire à une certaine transcendance. Et sûrement un philosophe de terrain, qui veut vivre ce qu'il enseigne.

Ainsi, très tôt, il se rendra en Inde pour approfondir ce qu'il apprend à McGill sur le bouddhisme. Il y étudiera et, à six reprises, une fois professeur, y entraînera des élèves-enseignants qu'il formait à la compréhension interculturelle. Il y retourne d'ailleurs l'an prochain, avec un groupe de 20, préparés par des mois de cours et de lectures dirigées.

Ce fut l'Inde mais ça aurait pu être le tout aussi bouddhiste Japon, qu'il a aussi visité. Mais c'était bien cher d'y retourner, et bien compliqué d'apprendre le japonais, raconte-t-il en riant. L'Inde l'a néanmoins à ce point séduit qu'il s'est mis à l'hindi, qu'il parle, lit et écrit. Il a même publié en 2000, à L'Harmattan, une traduction de nouvelles de Premchand, un contemporain de Gandhi qui fut un grand écrivain de son pays. «Pour comprendre la religion, il faut la situer dans une culture», insiste-t-il.

L'univers symbolique

Il ne conçoit pas l'interculturel seulement en termes de lointains pays. Les autochtones le passionnent aussi: «Comprendre la nature de nos rapports et de nos problèmes avec eux, pourquoi on a de la

difficulté à les aborder comme sujet historique». Il se réjouit de voir les autochtones se transformer, passer du développement identitaire au développement économique. Mais du côté québécois, on trouve, dit-il, «une résistance passive, un manque d'intérêt assez grand pour la question autochtone».

Pourtant, il croit fermement que comprendre le système de croyance, l'univers symbolique qui sert de référence à des sociétés entières a plus que jamais sa place. Même si le Québec, l'Occident se laïcise? Mais précisément pour ça!

«Il n'y a plus de base culturelle commune, elle s'est diversifiée. Mais la religion fait partie de la réalité de la planète, même ici où elle occupe d'autres niches. Qu'on soit athée ou engagé religieusement, il faut donc être capable de remettre en question son univers de sens et de comprendre celui des autres pour arriver à vivre ensemble. Ça fait partie de la formation du citoyen».

Il ramène donc sur le tapis ce projet de ses débuts, arrêté dans son envol: offrir, à l'école, un cours d'enseignement culturel des religions. Il a d'ailleurs présidé le Comité sur l'enseignement culturel des religions mis en place par le groupe de travail qui, à la fin des années 90, avait été mandaté par Québec pour étudier la place de la religion à l'école — le fameux rapport Proulx qui soulèvera tout un tollé précisément parce qu'il proposera de remplacer l'enseignement confessionnel par un enseignement culturel. Le gouvernement, finalement, ne retiendra pas la proposition.

Mais la situation a évolué depuis, croit M. Ouellet en mentionnant la déconsecration des écoles et les initiatives de certains diocèses pour transmettre la foi autrement qu'à l'école. Le fruit est donc mûr pour revenir à la charge.

Même dans un Québec qui semble parfois avoir l'identité bien fragile par rapport à de fortes traditions culturelles venues d'ailleurs? «Ce danger-là je ne le vois pas dans la mesure où ça se passe dans le contexte scolaire, qui est un milieu artificiel, un lieu qui a pour mission de comprendre et d'enseigner le discernement. À l'école, personne n'est là pour embarquer les gens dans une tradition ou une autre».

Il lui apparaît d'ailleurs comme une incongruité totale de séparer les élèves selon qu'ils suivent un cours de religion ou de morale, comme ça se fait actuellement. «La citoyenneté dont on parle tant, n'est-ce pas précisément d'apprendre à vivre ensemble avec des convictions différentes?»

TABLEAUX

SUITE DE LA PAGE 1

Le 23 janvier, un autre décret a rendu insaisissables des objets prêtés par une collection américaine au Musée de la civilisation pour son exposition *Talons et tentations*. Dès septembre 1999, le gouvernement a protégé des œuvres qui seront prêtées l'an prochain au MBAM par l'Ermitage de Russie. Comme l'exposition doit aussi s'arrêter à Toronto, les autorités russes ont exigé l'adoption d'une garantie ontarienne de protection. «Le ministère de la Justice agit sur recommandations du ministère de la Culture», poursuit Mme Poitvin. En somme, le décret dit simplement que l'œuvre en transit ici ne nous appartient pas et qu'on ne peut pas la saisir».

Les musées ont de quoi être nerveux. Chaque semaine charrie son lot d'épaves des années 1933-45, ce temps de naufrage. Jeudi dernier, on apprendait qu'un comité d'experts français doit examiner si le *Juif au bonnet de fourrure*, attribué à Rembrandt, a été dérobé à Paris en 1943. La toile est réclamée au Musée national de Prague depuis trois ans. Le lendemain, la Douma russe votait la restitution à Berlin de 111 vitraux datant du XIV^e siècle confisqués en 1945, une bagatelle dans le lot des quelque 200 000 objets d'art du butin de guerre de l'Armée rouge — dont le fameux Trésor de Priam, trouvé à Troie — dont l'Allemagne demande le retour depuis 1991. A la fin de mars, une Américaine d'origine autrichienne s'est engagée dans une bataille judiciaire contre le gouvernement de Vienne pour récupérer six tableaux de Gustav Klimt qui auraient été volés à sa famille. Les tableaux exposés à la Galerie nationale d'Autriche sont évalués à environ 240 millions de dollars. En France, en 2000, une commission d'enquête a évalué qu'environ 2000 œuvres extorquées à des juifs avaient été «confiées» aux musées nationaux.

Mais il n'y a pas que ça. Le pillage et la spoliation sont de tous les temps, de toutes les époques. Athènes réclame à Londres depuis des années le retour des frises du Parthénon «acquises» au début du XIX^e siècle. Pékin a mis sur pied il y a deux ans un bureau chargé de réclamer les trésors nationaux volés ou bradés depuis des siècles, avant 1949, par des étrangers. La Chine estime avoir ainsi perdu un million d'objets d'art se retrouvant dans quelque 200 musées de 47 pays.

L'histoire même de l'exposition magyare découle d'un cas de restitution. En 1999, le MBAM a rendu à son pendant de Budapest le tableau de Giorgio Vasari (1511-74) *Les Noces de Cana*, un petit format (40 X 28 cm), valant aujourd'hui quelques centaines de milliers de dollars, peut-être un demi-million. Le litige datait de plusieurs décennies. Volé en 1944 (ou 1945), le tableau s'est retrouvé en 1961 dans un magasin d'antiquités de l'État communiste, où il fut vendu pour une petite somme et illégalement exporté au Canada. *Les Noces de Cana* a intégré la collection du MBAM en 1963. Dès l'année suivante, le musée des beaux-arts de Budapest entreprenait des démarches pour le faire rentrer au pays.

Après des négociations sporadiques pendant les dernières décennies, le bureau du premier ministre Jean Chrétien a demandé au MBAM de faciliter la résolution de cette discorde. La restitution, présentée comme «un cadeau» et «un geste de bonne volonté», a été annoncée à l'occasion d'une visite officielle au Canada de Viktor Orban, premier ministre de Hongrie, il y a trois ans. Le MBAM a en fait vendu *Les Noces de Cana* au Musée des beaux-arts du Canada pour un dollar symbolique. Puis, officiellement, le musée national a fait don de l'œuvre controversée à la Hongrie. En échange, le Szépművészeti promettrait de prêter de ses chefs-d'œuvre à Montréal. Ce qui se produit donc maintenant. Mais le Vasari ne fait pas partie du lot insaisissable.

Peu après, en décembre 2000, le MBAM lançait son Projet sur la provenance, une liste en ligne de quelques dizaines d'œuvres de sa collection potentiellement litigieuses, imitant en cela des dizaines de musées dans le monde. Aucun prétextant à la propriété de l'une ou l'autre de ces œuvres arrivées ici après 1933 ne s'est encore manifesté.

Paul Lavallée, directeur de l'administration du MBAM, ne voit pas d'incompatibilité entre l'adoption d'un décret d'insaisissabilité et ce large contexte de restitution et de transparence. «Il y a d'autres recours pour faire saisir les œuvres», dit-il. Il n'y a pas de contradictions entre la protection temporaire d'une collection et les démarches toujours possibles par ailleurs pour réclamer une œuvre à un musée». Par contre, le MBAM ne fait pas de demande de décret quand il prête ses œuvres à l'étranger.

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

► CE MIDI: Entrée + steak tartare coupé au couteau et frites + dessert • 18\$

► CE SOIR: Deux tables d'hôtes avec apéro pour 50\$

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.airs.com